

# L'ÉCONOMIE MARITIME DE LA RÉGION BRESTOISE



#2 | Janvier 2022

OBSERVATOIRE | Note d'analyse



Crédit photo : Brest métropole, François Lehmann

## Dynamisme du secteur privé, baisse de l'emploi public

Dans le Finistère, le secteur maritime représente 42 600 emplois environ, soit 20 % du secteur en France métropolitaine, hors tourisme. Il se compose d'une communauté d'acteurs enclins à l'innovation grâce notamment au plus de 1 700 personnes œuvrant pour la recherche marine positionnée sur les enjeux futurs : transition écologique, énergie, santé, matériaux, etc. L'offre de formation s'étoffe en lien avec ces problématiques et rassemble 1 860 étudiant-e-s.

Entre 2017 et 2020, 150 projets ont été labellisés par le Pôle mer Bretagne Atlantique. 60 % de ces projets innovants sont portés par des acteurs finistériens. Toutefois, les coopérations internationales s'intensifient en Europe mais également avec les États-Unis, le Canada ou encore la Chine.

28 350 emplois maritimes ont été recensés dans le pays de Brest, soit 2,7 fois plus que dans le secteur de la construction. Ce volume représente 40 % des emplois bretons de ce domaine et positionne le pays de Brest comme le 1<sup>er</sup> bassin maritime de la région. Mais depuis 2016, c'est l'un des seuls territoires à perdre de l'emploi, principalement dans le secteur public. Dans le secteur privé, des croissances d'emplois dans les domaines de la construction navale ou la transformation des algues peuvent être soulignées.

Les ports de pêche du pays de Brest se positionnent sur des espèces à haute valeur telles que la coquille Saint-Jacques ou encore la lotte. Par ailleurs, les algues embarquées permettent de caractériser ce secteur à un niveau national voire européen.

Le port de commerce de Brest rassemble 6 250 emplois. Même si une tertiarisation peut s'observer, le port de Brest dispose de nombreux savoir-faire industriels et techniques ainsi que d'un emplacement stratégique qui lui permet de concentrer de nombreux enjeux de la pointe bretonne au niveau local ou européen. La réalisation du polder, pour un positionnement sur la filière des énergies marines renouvelables, est le dernier exemple.



**42 600** emplois maritimes dans le Finistère

20 % des emplois maritimes de France



**28 350** emplois dans le pays de Brest



**17 %** de l'emploi total dans le pays de Brest



**6 260** emplois au port de Brest en 2019



**2,2 Mds d'euros**

de retombées économiques dans la base navale Brest-Lorient

**1<sup>er</sup> employeur** maritime régional



**1 770** personnes travaillent dans le domaine de la recherche dans le Finistère et l'Université Bretagne Sud dont près de la moitié avec le statut d'enseignant-chercheur



**159 250** tonnes de produits halieutiques débarqués dans les ports du pays de Brest en 2020

**1 000** publications en moyenne par an

**1 850** étudiant-e-s dans les cursus mer et littoral

# L'économie maritime, de quoi parle-t-on ?

Dans un monde où la mer n'existerait pas, la question qui se pose est : quelles sont les activités économiques qui ne pourraient subsister ? La définition de l'économie maritime pourrait se résumer à cette question dystopique. Aussi, pour qu'elle soit prise en compte au sein de l'écosystème maritime, l'entreprise a besoin de la mer pour son activité. C'est, par exemple, le cas pour une entreprise de transport maritime de marchandises. A contrario, une entreprise agroalimentaire qui utilise les services de cette même entreprise pour exporter ses produits, ne sera pas concernée.

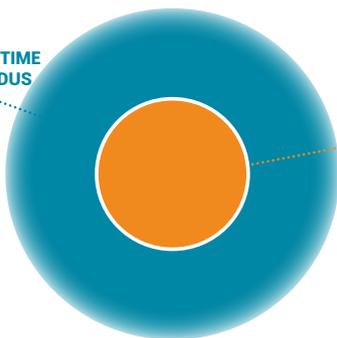
Certains établissements économiques sont cependant partiellement maritime. Par exemple, l'école d'ingénieurs Ensta Bretagne, un établissement de recherche et d'enseignement supérieur, exerce une large partie de son activité en lien avec le milieu maritime mais aussi celui des transports, l'aérospatiale, l'énergie, le numérique... Au niveau régional, un seuil a été défini pour finaliser la définition de l'économie maritime. Ne sont comptabilisés que les établissements dont au moins 25 % de l'activité dépend de l'économie maritime (à dire d'expert et/ou par interrogation de l'établissement). Ce seuil est en effet communément retenu en droit

L'économie maritime selon les réseaux des CCI et des agences d'urbanisme et de développement de Bretagne



## HALO DE L'ÉCONOMIE MARITIME TOUS CODES APE\* CONFONDUS

- Exemples :
- Conseil de gestion
  - Informatique
  - Fabrication d'articles de sport
  - Recherche
  - Ingénierie
  - Enseignement supérieur
  - ...



## CŒUR DE L'ÉCONOMIE MARITIME 17 CODES APE\* 100 % MARITIMES IDENTIFIÉS PAR L'INSEE

- Exemples :
- Pêche
  - Aquaculture
  - Construction de navires
  - Manutention portuaire
  - ...

\*APE : Activité principale de l'entreprise

de la concurrence pour définir la notion de dépendance économique. Pour reprendre l'exemple, l'Ensta Bretagne est donc inclus dans l'économie maritime car plus d'un quart de son activité est en lien avec le milieu marin.

Cette définition avait déjà été appliquée lors de la réalisation de la première pesée économique. Ains, elle reste identique

pour cette seconde session afin de pouvoir comparer dans le temps les dynamiques sectorielles de ce domaine économique. Par ailleurs, cette dernière fait l'objet d'un consensus à l'échelle régionale grâce à la collaboration des réseaux des agences d'urbanisme et de développement bretonnes ainsi que des CCI.



Crédit photo : Dogmay Olivier (2021). Petite roussette et plongeur. Ifremer

# L'économie maritime à l'échelle du Campus mondial de la mer

## 42 600 emplois maritimes dans le Finistère

En fin d'année 2019, 42 600 emplois maritimes ont été recensés dans le Finistère, soit 20 % des emplois maritimes de France métropolitaine<sup>1</sup> hors tourisme littoral. La Bretagne est communément identifiée comme la deuxième région maritime française en termes d'emplois derrière la région PACA. Au niveau régional, le Finistère représente 60 % des emplois maritimes bretons. Sur les 21 pays bretons, le pays de Brest est le premier bassin économique maritime avec 28 300 emplois. Le pays de Cornouaille occupe la troisième place avec 9 000 emplois et le pays de Morlaix la cinquième position avec 4 600 emplois.

42 % des emplois maritimes finistériens se situent dans le secteur public. La présence de la Marine nationale explique cette répartition. Le tissu industriel maritime représente 30 % de ces emplois dont plus de la moitié se situe dans des entreprises inférieures à 250 salarié·e·s, c'est-à-dire des PME (petites et moyennes entreprises). Ces entreprises, hors secteur industriel, rassemblent 18 % de l'emploi maritime. Elles regroupent les activités de commerce de gros en lien avec les produits de la mer, les services de transport maritime, ou encore de conseil et d'ingénierie.

### Les cinq premiers employeurs maritimes du Finistère en 2019 :

- Ministère des Armées : 17 300 emplois, 1<sup>er</sup> employeur maritime de Bretagne
- Naval Group : 2 800 emplois à Brest
- Thales : 1 500 emplois à Brest
- Ifremer : 970 emplois à Plouzané
- Conserverie Chancerelle : 755 emplois à Douarnenez

## Répartition des emplois finistériens par catégorie de l'OCDE

(au 31.12.2019  
hors emplois intermédiaires)



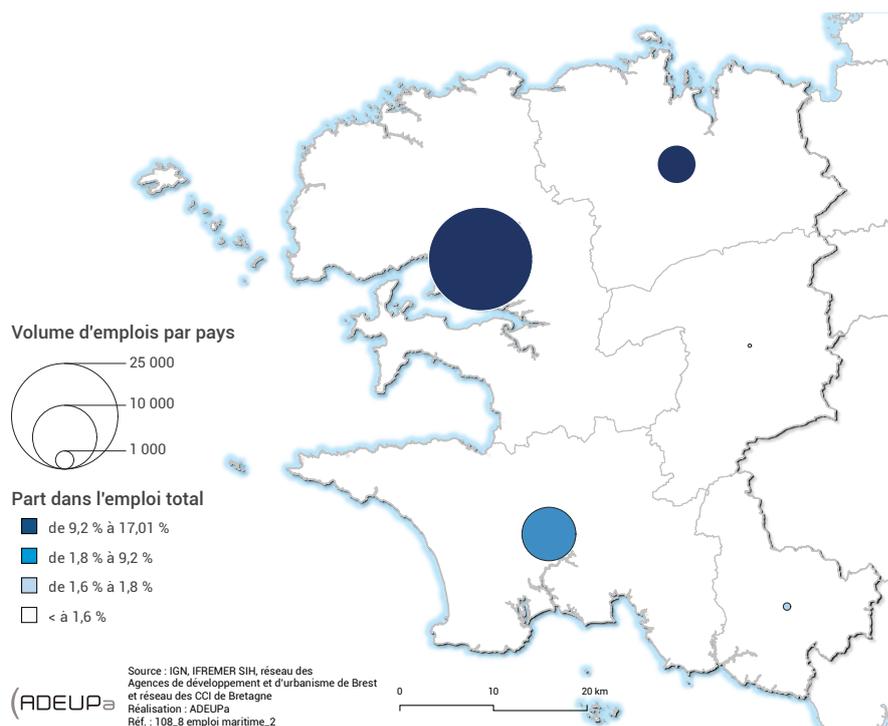
## LE CAMPUS MONDIAL DE LA MER, PREMIÈRE COMMUNAUTÉ FRANÇAISE DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES MARINES

Le réseau du Campus mondial de la mer est dédié à la connaissance et à la valorisation des ressources marines. Il s'inscrit dans un projet de territoire qu'est la pointe bretonne et qui s'appuie sur les dynamiques de Brest, Roscoff, Morlaix, Quimper et Concarneau.

La communauté du Campus bénéficie de la complémentarité de son réseau d'acteurs académiques, scientifiques, économiques et institutionnels autour de thématiques et marchés d'avenir : biotechnologies marines, aquaculture et filière algues, pêche durable, drones marins, cybersécurité maritime, transport maritime durable, spatial maritime, énergies marines renouvelables, etc.

Le Campus vise à favoriser l'acculturation recherche-entreprise et à accroître l'attractivité et le rayonnement du territoire à l'international.

## Emploi de l'économie maritime par pays du Finistère en 2019



1. Source : Insee, Clap, DADS

## Une évolution de l'emploi en légère hausse entre 2016 et 2019

Entre 2016 et 2019, le nombre d'emplois maritimes est en légère augmentation de 1 %, soit 227 emplois supplémentaires. Cette moyenne lisse des disparités sectorielles. Le secteur public hors académie est en recul de 1 560 emplois sur cette période. Cette diminution est essentiellement liée à la baisse des effectifs de la Marine nationale. Les effectifs des services déconcentrés de l'État comme la douane, la DDTM<sup>2</sup> ou la Dirm Namo<sup>3</sup>, sont également en baisse.

A contrario, d'autres secteurs maritimes sont dynamiques. Les PME industrielles observent de belles dynamiques d'emplois (+1 200). Plusieurs activités et établissements expliquent cette croissance comme la construction et la réparation navale (Navtis, Piriou Naval, Oximax), la transformation des produits de la mer alimentaire (Saupiquet, MerAlliance Armoric), l'énergie (Entech smart énergies) ou encore les algues (Lessonia, Technature). 405 emplois supplémentaires ont été recensés dans le secteur académique dû, en partie, à l'installation du siège d'Ifremer. Par ailleurs, une diversité d'entreprises, positionnées sur le domaine de l'ingénierie, observe des hausses d'emplois, à l'instar d'Eolink qui conçoit de l'éolien flottant.

## L'enseignement supérieur et la recherche dans le Finistère et l'UBS

1 770 personnes travaillent dans le domaine de la recherche maritime à l'échelle du Finistère et au sein de l'université Bretagne Sud (UBS), soit 26 % des effectifs nationaux. Près de la moitié d'entre elles ont le statut de chercheur ou d'enseignant-chercheur. Elles s'investissent dans 25 unités de recherche et 22 établissements en interdépendance les uns avec les autres. Le transfert des fonctions du siège social d'Ifremer à Brest, courant 2019, confirme une reconnaissance de la pointe bretonne sur ce domaine au niveau national. Les sujets de recherche appliqués à la mer sont vastes. Mieux connaître l'environnement marin est l'un des objectifs de la recherche. Il peut s'agir de suivre et mesurer la biodiversité marine, tenter de modéliser la dynamique des fonds océaniques ou encore cerner l'accumulation thermique dans les océans. Par exemple, le programme international Argo, dont Ifremer est un acteur majeur, a comme objectif de récolter en temps réel, grâce à des robots

2. Direction départementale des territoires et de la mer du Finistère  
3. Direction interrégionale de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest

## Évolution de l'emploi maritime à l'échelle du Finistère entre 2016 et 2019



**+227**  
emplois dans le  
Finistère entre 2016 et 2019

**+1 %**  
en évolution relative  
un volume d'emplois  
globalement stable  
en trois ans

### Évolution des emplois maritimes finistériens par catégorie de l'OCDE entre 2016 et 2019 (hors intérimaires maritimes)

#### Évolutions négatives

EMPLOI PUBLIC  
(hors académie)



**-1560**  
emplois

ORGANISME NON  
GOUVERNEMENTAL



**-10**  
emplois

#### Évolutions positives

INDUSTRIE  
de moins de  
250 salariés



**+1 200**  
emplois

ACADÉMIE



**+405**  
emplois

PETITE ET MOYENNE  
ENTREPRISE  
(hors industrie)



**+253**  
emplois

INDUSTRIE  
de plus de  
250 salariés



**+100**  
emplois

AUTRES



**+40**  
emplois

Source : Réseau des agences de développement et d'urbanisme de Bretagne & réseau des CCI de Bretagne - Traitement ADEUPa  
Observatoire de l'enseignement supérieur et de recherche de l'ADEUPa

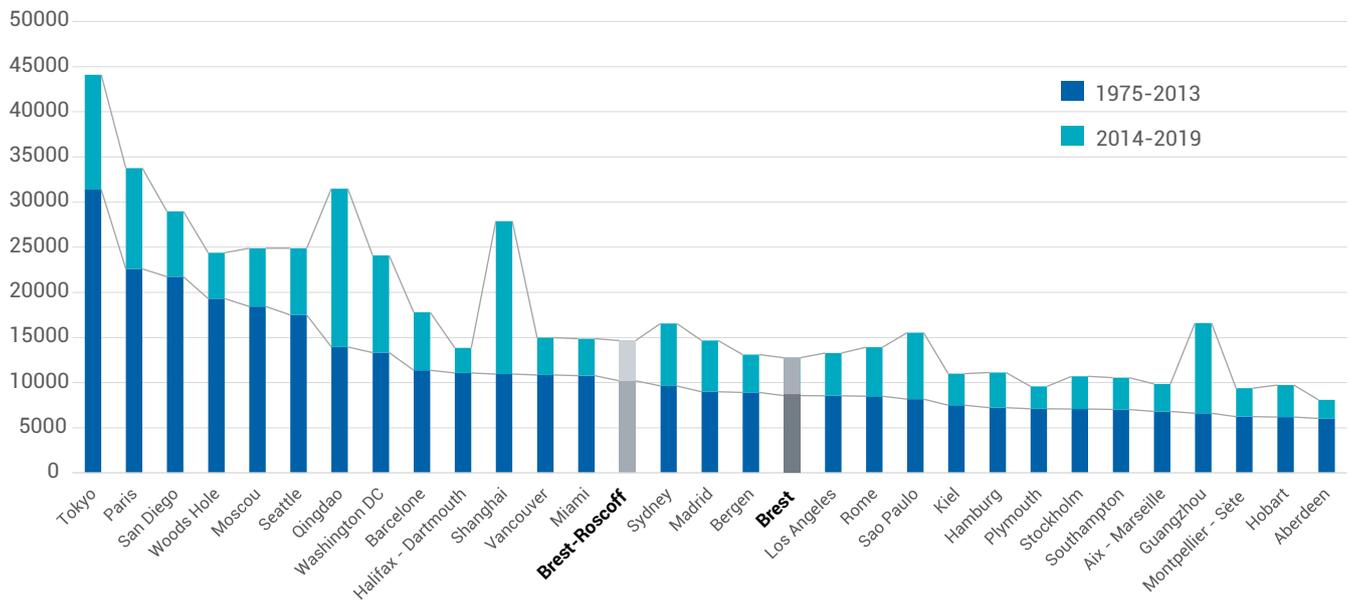
autonomes, des données concernant la température, la salinité de l'eau ou encore les courants. La recherche appliquée à la bioressource marine, ou encore aux pratiques plus durables de l'exploitation de la mer, est un autre axe pris en compte par les chercheurs du Finistère. Les énergies marines renouvelables, ou les matériaux adaptés aux milieux marins, sont encore d'autres sujets dont les applications industrielles sont perceptibles, pour le secteur naval notamment.

L'ensemble des unités de recherche produit en moyenne chaque année environ 1 000 publications sur ces sujets, dont 780 par des chercheurs sur les seuls sites de Brest et de Roscoff. À l'échelle mondiale, et en considérant les principaux territoires publiant dans le champ des sciences marines, l'écosystème de recherche du nord Finistère se situe au 17<sup>e</sup> rang (selon le nombre de publications recensées entre 1975 et 2019), devant des capitales européennes telles que Rome et Stockholm, ou encore devant des sites de premier plan comme Bergen ou Kiel. En comparaison du 14<sup>e</sup> rang obtenu pour la période 1975-2013, un léger recul est observé sur ces dernières années, au profit de trois sites dont Sydney et Madrid. Il est à noter que cette régularité de la productivité scientifique de Brest et Roscoff s'inscrit dans un contexte de plus en plus concurrentiel : les sites chinois et brésiliens notamment ont publié, dans le même temps, à un rythme particulièrement soutenu, dans le domaine des sciences de la mer.

Un autre signal de l'excellence de la recherche dans le domaine maritime pourrait être le classement de Shanghai<sup>4</sup>. En 2021, l'UBO se positionne en 13<sup>e</sup> position concernant la thématique de l'océanographie.

4. Ce classement établit sur la base de six critères une liste des 200 meilleures universités mondiales. Quelques exemples d'indicateurs : nombre d'enseignant-e-s-chercheur-se, nombre de diplômé-e-s ayant reçu le prix Nobel ou la médaille Fields, nombre d'articles publiés dans des revues scientifiques...

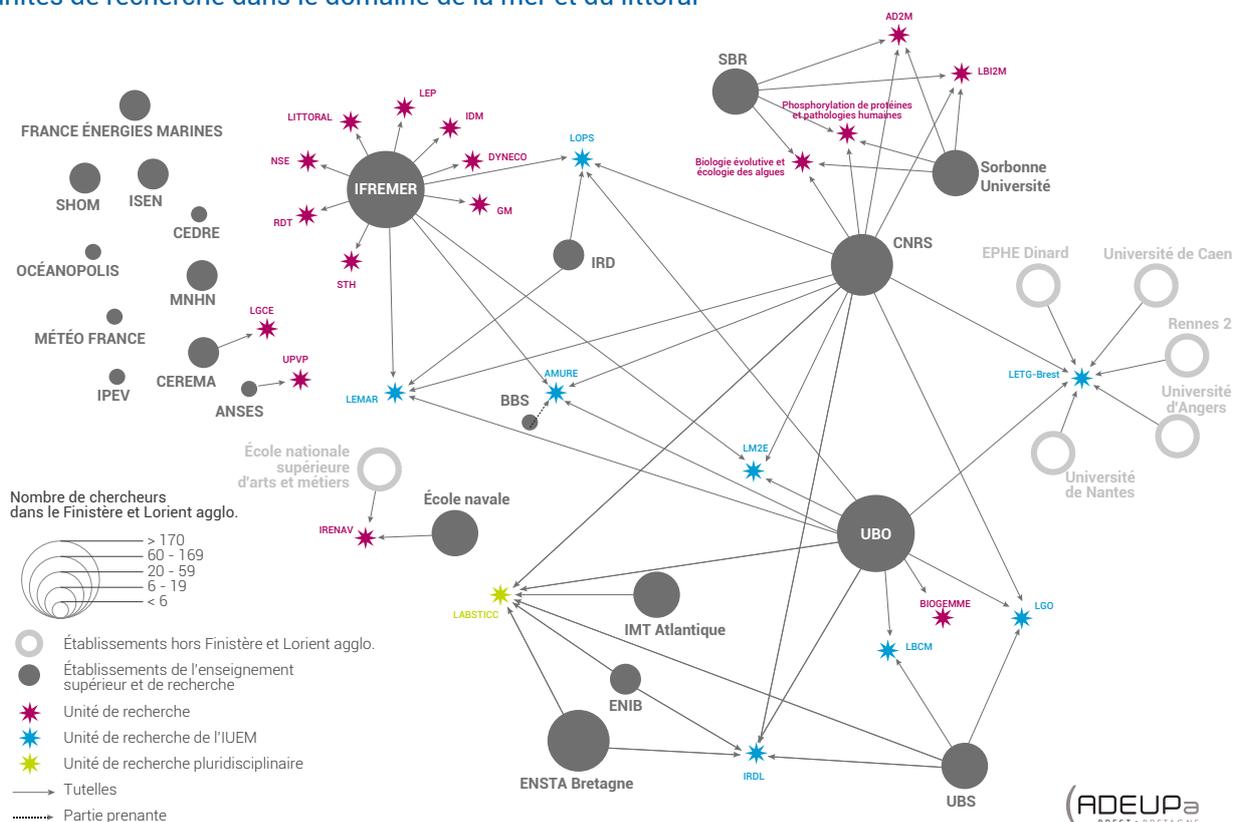
## Principaux sites publiants en sciences de la mer dans le monde (nombre de publications Web of Science, 1975-2019, réactualisation étude 2013)



Source : UBO

**MISE EN GARDE** : le rattachement d'une publication scientifique à une ville peut comporter un biais. En effet, la localisation de la publication peut être attribuée au siège de l'établissement. Aussi, le volume considéré pour les villes de Brest et de Roscoff peut-être sous-estimé, d'autant qu'en 2019 le siège de Ifremer n'était pas encore effectif à Brest.

## Les unités de recherche dans le domaine de la mer et du littoral



## Plus de 1 800 étudiant-e-s dans le domaine maritime

1 857 étudiant-e-s dans l'enseignement supérieur ont été recensés dans le Finistère et Lorient agglomération dans le domaine de la mer et du littoral. L'école de maistrance, qui forme les futur-e-s sous-officier-ère-s de la Marine nationale, compte le plus grand nombre d'étudiant-e-s. L'UBO, l'École navale ou encore l'école d'ingénieurs Ensta Bretagne, figurent également parmi les principaux établissements de formation supérieure dans le domaine maritime. L'offre de formations se développe dans le Finistère notamment sur les sujets à fort enjeu stratégique. En 2020, l'IMT Atlantique crée un mastère sur le domaine de la cyber sécurité des systèmes maritimes et portuaires, en collaboration avec l'Ensta Bretagne et l'École nationale supérieure maritime (ENSM). À la rentrée 2021, l'Ensta Bretagne et l'École navale complètent leur mastère Management de projet maritime par un deuxième parcours dédié à la maintenance des navires.

Ces deux exemples, mettent en exergue les préoccupations de l'écosystème du Campus mondial de la mer, et particulièrement la volonté de structurer, de renforcer et de

compléter l'offre globale de formations du territoire afin de répondre aux besoins des filières de l'économie maritime, en volume comme en qualifications.

Établissement	Effectifs 2020-2021
École de maistrance	825
Université de Bretagne Occidentale - Institut universitaire européen de la mer	422
École navale	270
École nationale supérieure de techniques avancées Bretagne	62
Station biologique de Roscoff	62
Université de Bretagne Occidentale - Unité droit et sciences économiques	46
Université Bretagne Sud	40
Université Bretagne Sud - Institut universitaire de technologie de Lorient	40
Centre de formation des apprentis de l'industrie Lorient	30
Service hydrographie et océanographie de la Marine	24

**1 857**

étudiants et étudiantes suivent un cursus mer et littoral dans le Finistère + Lorient agglomération en 2020 et 2021



dont **154**  
étranger-e-s



Credit photo : Brest métropole, Simon Cohen

# Le Pôle mer Bretagne Atlantique, un acteur ancré à la pointe bretonne qui rayonne à l'international

## Un catalyseur de projets internationaux bénéfique au Finistère

Cinquante projets sont portés par un acteur finistérien, dont le budget total s'élève à 53,7 M€ comme Dreztop. Ce partenariat est uniquement constitué en local avec Le Drezen, Saupiquet, Bopp et Ifremer. Il vise à améliorer la technique de pêche utilisant la senne (pour capturer des thons) afin de la rendre plus durable dans sa conception et connectée dans l'objectif de s'adapter aux réglementations de pêche de cette espèce.

Entre 2017 et 2020, le Pôle mer Bretagne Atlantique a labellisé 149 nouveaux projets pour un budget total de 250 M€. Les acteurs finistériens sont impliqués dans 86 de ces projets, soit près de 60 % d'entre eux. 66 sont impliqués en tant que porteurs ou partenaires de ces projets.

Parmi les plus importants en termes de budget figure TNTM (Transformation numérique du transport maritime), un projet porté par l'armateur CMA-CGM et dont le consortium est composé d'Ifremer notamment. Il vise à rendre le transport maritime plus efficace et plus sûr dans un souci de rendement économique et de préservation des océans.

Le projet Piaquo, participe, quant à lui, avec la contribution de Quiet Oceans, à la réduction de l'impact acoustique du transport maritime en s'adaptant en temps réel à la faune qui entoure les navires.

La diversité des projets soutenus par le Pôle mer Bretagne Atlantique traduit bien la richesse et la variété de l'écosystème maritime local. Dans le domaine de la santé, Hemarina a porté deux projets : Hemdental-Care, dont l'objectif est de traiter les parodontites à partir d'hémoglobine d'origine marine, et Hemlyo, qui vise à utiliser le sang de ver marin, à la fois pour pallier à la pénurie de sang humain, mais aussi pour préserver les organes en attente de greffe.

Au croisement de la pêche et du nautisme, l'entreprise Fiiish a porté le projet Gwalenn Du, pour concevoir des cannes à pêches et des mâts, exclusivement à partir de matières recyclées. Il s'agit aussi de rappeler les produits en fin de vie pour les réintégrer au circuit dans une logique d'économie circulaire.

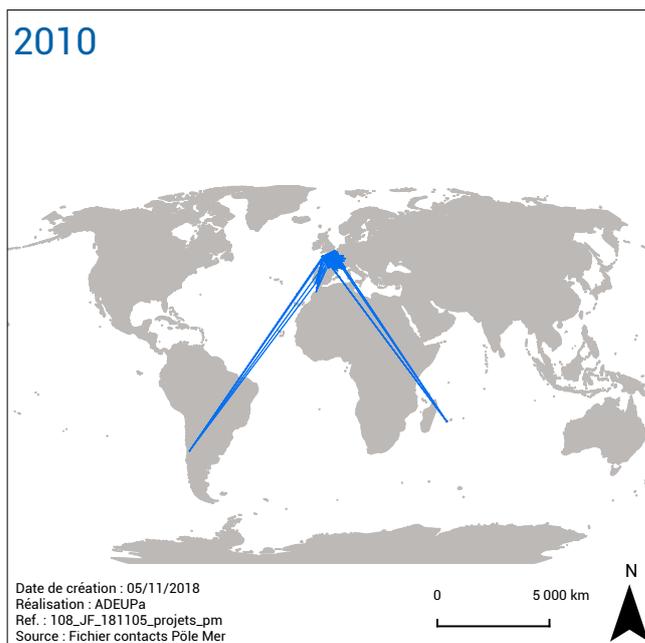
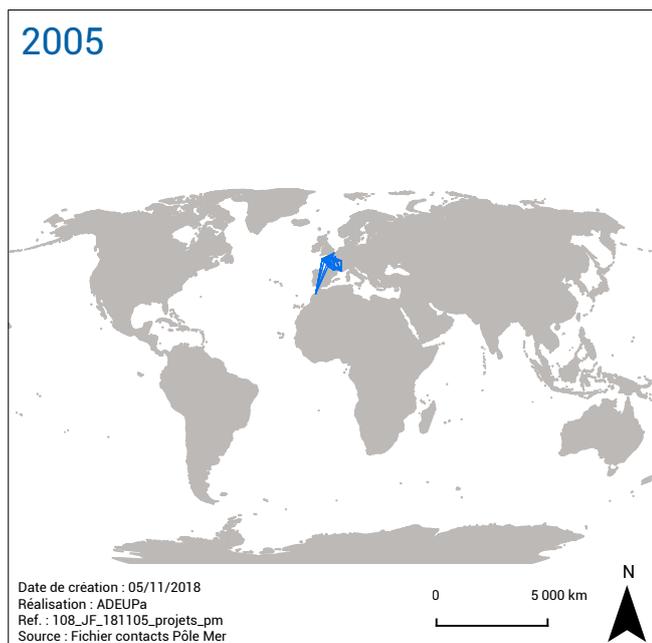
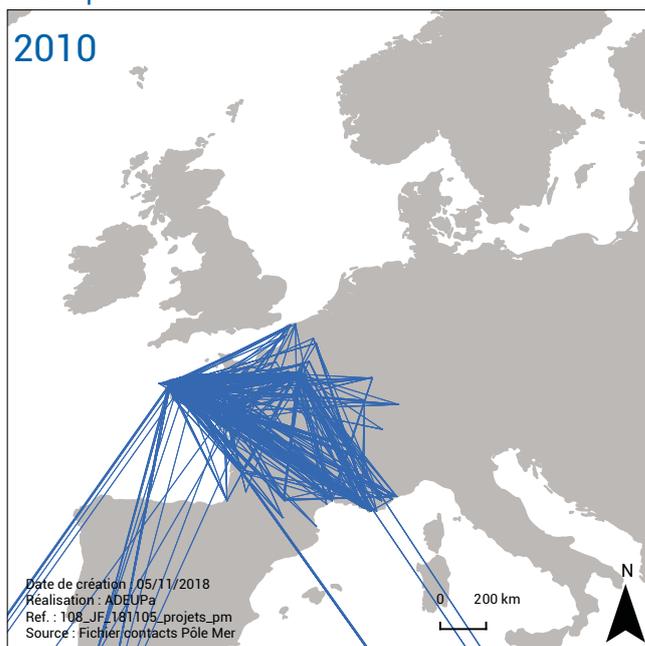
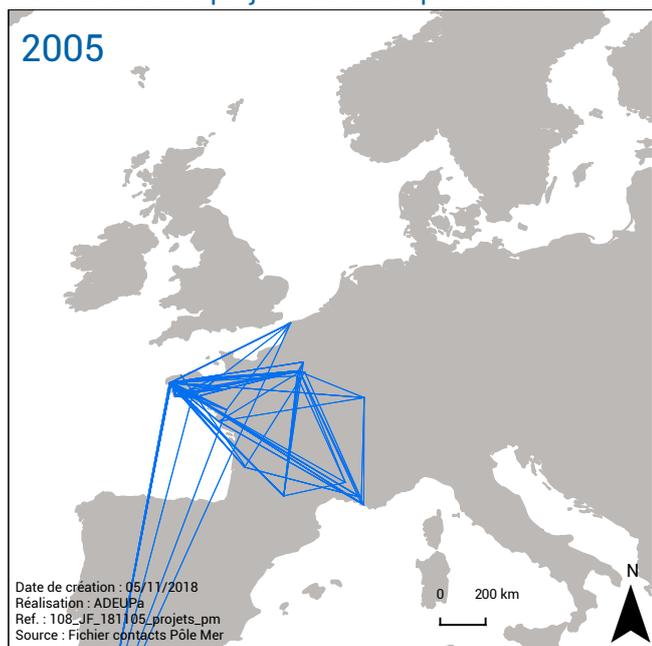
Sur le plan de l'énergie, le projet Species, porté par l'Institut de recherche France énergies marines s'interroge sur le potentiel impact des câbles électriques des éoliennes en mer, sur l'écosystème vivant au fond des océans, par l'analyse des champs électromagnétiques.

Entre 2017 et 2020, le Pôle mer Bretagne Atlantique a labellisé 149 nouveaux projets pour un budget total de 250 M€.

Entité	Nombre de participations à des projets
Ifremer	21
France énergies marines	14
Université de Bretagne Occidentale	14
ENSTA Bretagne	8
IMT Atlantique ; Station biologique de Roscoff	8

Entité	Nombre de projets portés
France énergies marines	11
Ifremer	5
Station biologique de Roscoff	4
IMT Atlantique	3
Comité régional de la conchyliculture de Bretagne Nord ; Hemarina ; Hytech-Imaging ; Institut agro ; IUEM/UBO ; UBO	2

Partenariats des projets labellisés par le Pôle Mer Bretagne Atlantique



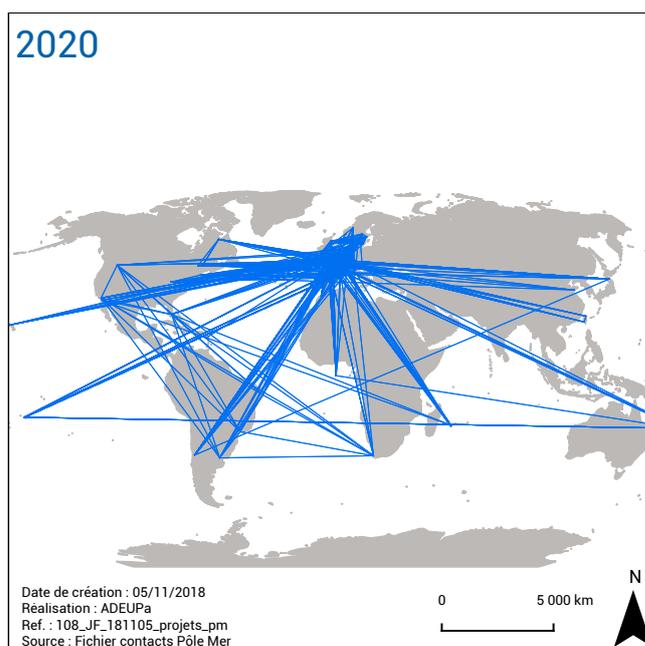
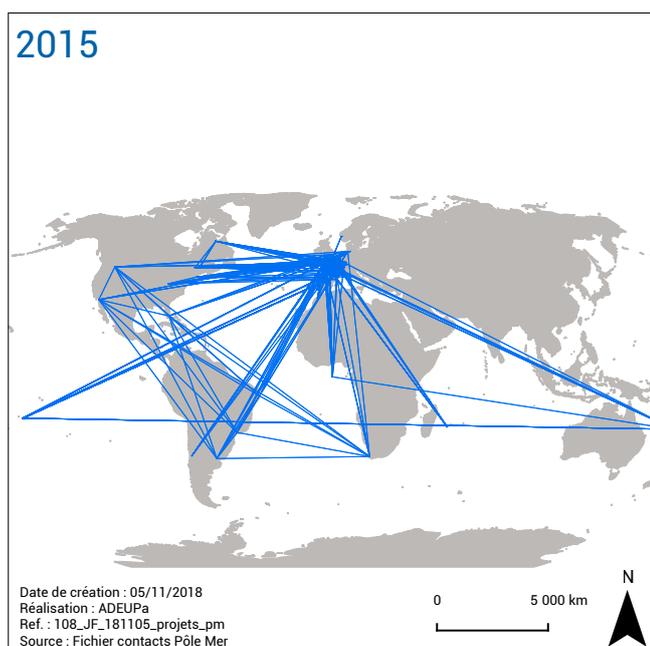
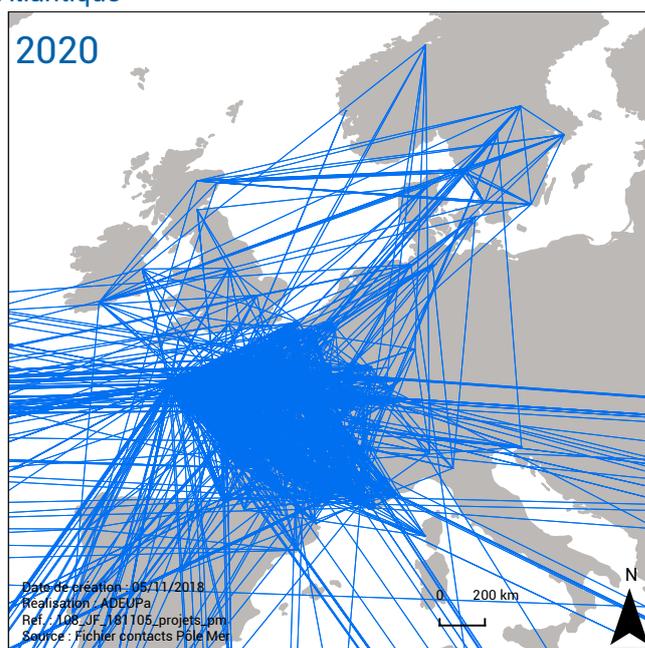
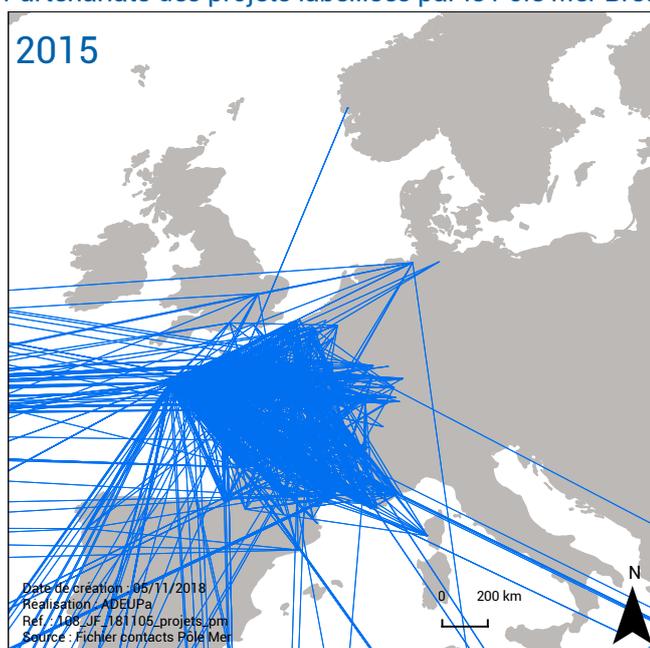
**LE PÔLE MER BRETAGNE ATLANTIQUE AU SERVICE DE L'INNOVATION MARITIME**

Pôle de compétitivité dédié à l'économie de la mer, le Pôle mer Bretagne Atlantique est un animateur de l'écosystème maritime et un promoteur de l'innovation collaborative au service de la croissance bleue. Il conduit de nombreuses actions événementielles et d'influence : participation à des salons et des missions internationales ou organisation d'événements thématiques.

Grâce à ces actions, le Pôle mer contribue activement à faire émerger des solutions performantes et compétitives dans tous les domaines d'activité maritime. Sa mission principale est ensuite l'accompagnement de ces projets vers la labellisation : conseil et expertise, mise en relation, financement, visibilité et valorisation...

Les compétences du Pôle mer Bretagne Atlantique s'organisent autour de six grands domaines : sécurité et sûreté maritimes, naval et nautisme, ressources énergétiques et minières marines, ressources biologiques marines, environnement et aménagement du littoral, ports, infrastructures et transports maritime. Au-delà de ces domaines d'actions stratégiques, le Pôle a formalisé deux axes transverses dans lesquels il s'est engagé : la transition écologique et la transformation numérique.

## Partenariats des projets labellisés par le Pôle Mer Bretagne Atlantique



## Une internationalisation des projets

La portée du Pôle mer Bretagne Atlantique s'est internationalisée au fil du temps. 38 partenaires internationaux sont impliqués dans 12 projets labellisés entre 2017 et 2020, soit 8 % des projets. La plupart sont situés en Europe (87 %). À eux seuls, les acteurs suédois représentent 24 % des partenaires étrangers. Ils sont particulièrement impliqués

dans le dossier Seasnake dont l'objectif est d'améliorer la performance des câbles électriques pour des applications dans l'éolien offshore flottant. Les acteurs italiens, britanniques et allemands prennent aussi part, de manière récurrente, dans les consortiums. La dimension internationale s'étend aussi au reste du monde puisque des partenariats se sont noués avec les États-Unis, le Canada, ou encore la Chine, au travers de projets comme Surimi, dont l'ambition est de développer des capteurs capables de contrôler la teneur en métaux

de l'eau douce et de l'eau de mer, afin de contrôler le niveau de pollution ; ou encore Mycoplast qui vise à mieux comprendre le développement de champignons marins et à stimuler les enzymes capables de dégrader les polymères plastiques.

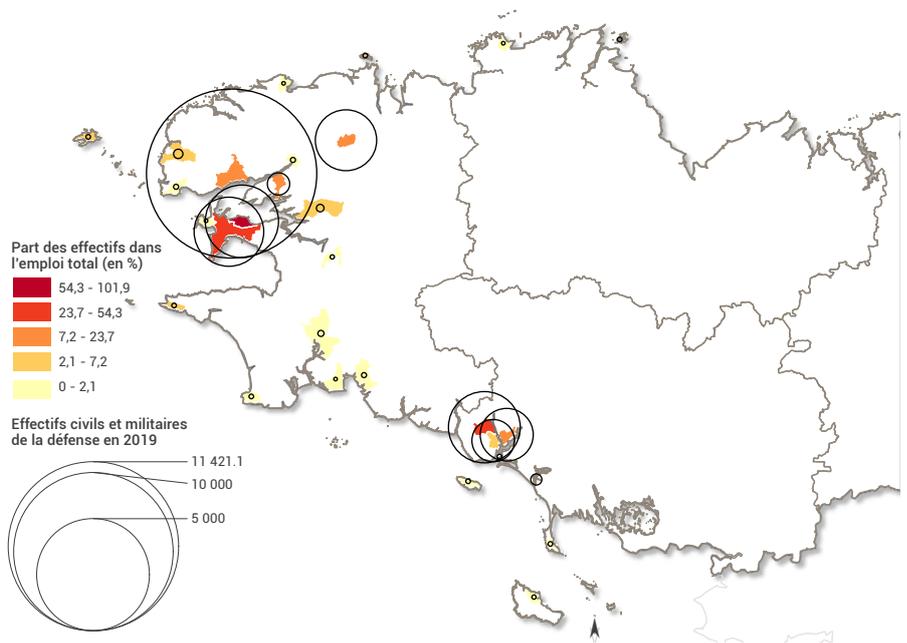
# Le ministère des Armées : 1<sup>er</sup> employeur maritime de Bretagne, de multiples retombées

## La défense, 1<sup>er</sup> employeur du pays de Brest tous secteurs confondus

Le ministère des Armées est, pour l'Ouest breton, un employeur et un donneur d'ordre de premier rang. Sur l'ensemble du territoire de la base de défense Brest-Lorient, cet acteur génère, dans l'économie locale, 58 400 emplois directs, indirects et induits<sup>5</sup> et 2,2 milliards d'euros d'impact économique annuel. Ce montant correspond aux salaires versés aux actifs de la base de défense, aux pensions de retraites, ainsi qu'aux commandes passées auprès des entreprises. 752 Mds € sont imputables à Naval Group et Thalès. Ce montant est globalement stable par rapport à la dernière estimation réalisée en 2014 (2,3 Mds €).

20 735 emplois directs en équivalents temps plein (21 283 emplois totaux estimés) ont été recensés en 2019 dans la base de défense de Brest-Lorient. La ville de Brest est le premier pôle d'emplois avec 11 130 emplois en ETP. Viennent ensuite, la Presqu'île de Crozon (3 920), l'agglomération lorientaise (3 770), Landivisiau (1 450) et

Effectifs localisés à la commune



5. Emplois directs : il s'agit des emplois directement imputables au secteur sur lequel porte l'étude. Ici, ce sont les emplois affectés aux activités de la défense.  
Emplois indirects : il s'agit des emplois des secteurs d'activité dépendants du secteur direct, c'est-à-dire ici dépendants de la défense. Ces secteurs peuvent être des fournisseurs, des prestataires de services et sous-traitants du secteur direct, mais également des acteurs situés en aval de la filière.  
Emplois induits : ce sont les emplois générés par les dépenses des ménages employés dans les secteurs directs et indirects.

	BASE DE DÉFENSE	NAVAL GROUP ET THALES
Commandes auprès des entreprises locales (en M €)	212*	423
Masse salariale nette (en M €)	640	329
Montant des retraites (en M €)	625	non renseigné

### BASE DE DÉFENSE

- Les salarié-e-s
- Les retraité-e-s
- Les commandes hors industriels de la défense

### INDUSTRIELS

- Les salarié-e-s
- Les commandes auprès des entreprises locales

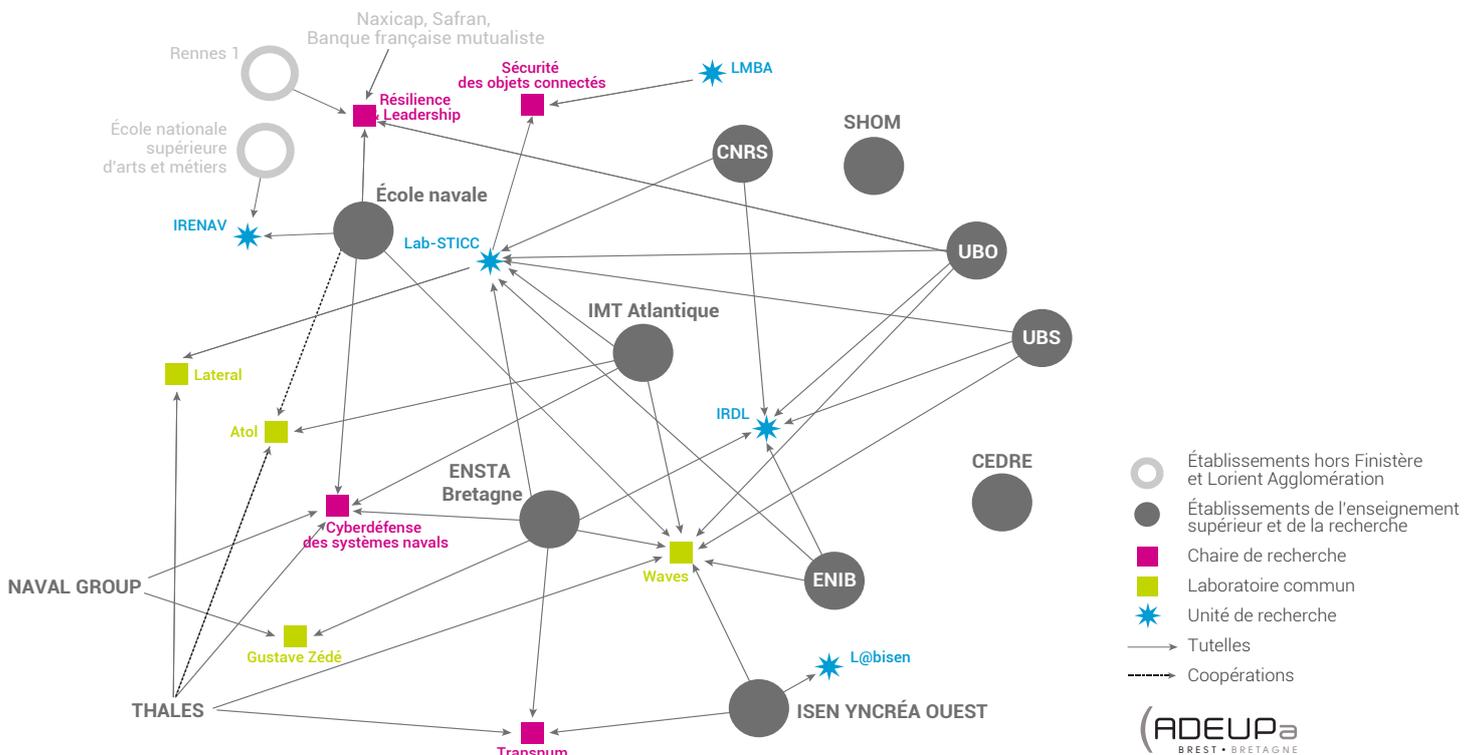
	EMPLOIS		
	DIRECTS	INDIRECTS	INDUITS
BASE DE DÉFENSE			
Les salarié-e-s	21 280	-	12 770
Les retraité-e-s	-	-	6 170
Les commandes hors industriels de la défense	-	1 710	1 030
INDUSTRIELS			
Les salarié-e-s	7 290	-	4 370
Les commandes auprès des entreprises locales	-	2 360	1 420

\*Commandes auprès des entreprises locales, hors Naval Group et Thalès

Soit au total, **2,2 milliards d'euros**

Soit **58 400** emplois totaux directs, indirects et induits

## Coopérations dans le domaine de la défense et de la sécurité



Loperhet (190). Depuis 2014, l'emploi total (emplois directs, indirects et induits) a reculé de 1,9 %, soit l'équivalent de 1 300 emplois en moins dans l'ensemble de la base de défense. Cette baisse s'explique par la diminution du nombre des actifs de la défense (-3 %), correspondant aux emplois directs, et représente une perte de 650 équivalents temps plein en cinq ans. Cependant, certains territoires comme la Presqu'île de Crozon et l'agglomération lorientaise sont en croissance. Par rapport aux autres corps d'armées en France, ces diminutions restent toutefois modestes et la tendance est actuellement à une stabilisation de l'emploi. Par ailleurs, les perspectives de la loi de programmation 2019-2025 prévoient la création de 6 000 postes en France, dont 3 000 dans le renseignement et le numérique.

## Des perspectives pour la base de défense Brest-Lorient axées sur l'innovation

L'innovation, maître-mot du ministère des Armées, prend tout son sens dans l'Ouest breton. Il rassemble un terreau d'acteurs académiques et industriels, habitués à coopérer. Les universités et les écoles d'ingénieurs sont investies dans des travaux de recherche avec des applications dans la défense : environ 200 chercheur·e·s, doctorant·e·s et post-doctorant·e·s y travaillent, principalement au sein des quatre unités de recherche que sont le Lab-STICC, l'Institut de recherche Dupuy de Lôme, l'Institut de recherche de l'école navale et le laboratoire de recherche de l'ISEN.

En s'appuyant sur l'expertise des acteurs locaux et en tenant compte des enjeux identifiés par le ministère des Armées, plusieurs thématiques offrent des perspectives prometteuses comme le navire du futur, la cyber sécurité maritime (pour laquelle Brest accueille depuis fin 2020 le Centre National de Coordination de la cyber sécurité pour le maritime), les systèmes autonomes sous-marins, l'interface homme-machine, la surveillance et le renseignement maritimes.

Les enjeux identifiés par le ministère des Armées, offrent des perspectives prometteuses comme le navire du futur, la cyber sécurité maritime.

# Le pays de Brest : 1<sup>er</sup> bassin d'emploi maritime de Bretagne

## En 2019, plus de 28 300 emplois maritimes dans le pays Brest

En 2019, il est possible d'estimer 28 351 emplois maritimes dans le pays de Brest, soit 17 % de l'emploi total ; un taux supérieur à la moyenne régionale qui est de 5 %. Ce volume représente 2,7 fois plus d'emplois que le secteur de la construction. Le pays de Brest reste en première position régionale. 78 % de ces activités maritimes se situent dans Brest métropole. La communauté de communes de la Presqu'île de Crozon-Aulne maritime est la deuxième intercommunalité du pays de Brest avec 14 % de l'ensemble des emplois.

Plus de la moitié des emplois se situe dans le secteur des activités de défense liées à la mer. Le ministère des Armées reste l'acteur économique majeur du pays de Brest tous secteurs confondus. Il est également le premier employeur maritime de Bretagne. Les activités de la construction et de la réparation navale rassemblent plus de 20 % des emplois.

Les activités de l'enseignement supérieur et de la recherche marine occupent la

troisième place de ce podium avec 7 % de l'ensemble des emplois maritimes du pays de Brest. Si cette proportion peut paraître modeste de prime abord, elle est supérieure à la moyenne bretonne (3 %). Par ailleurs, 80 % des emplois régionaux de ce domaine maritime se situent dans le pays de Brest.

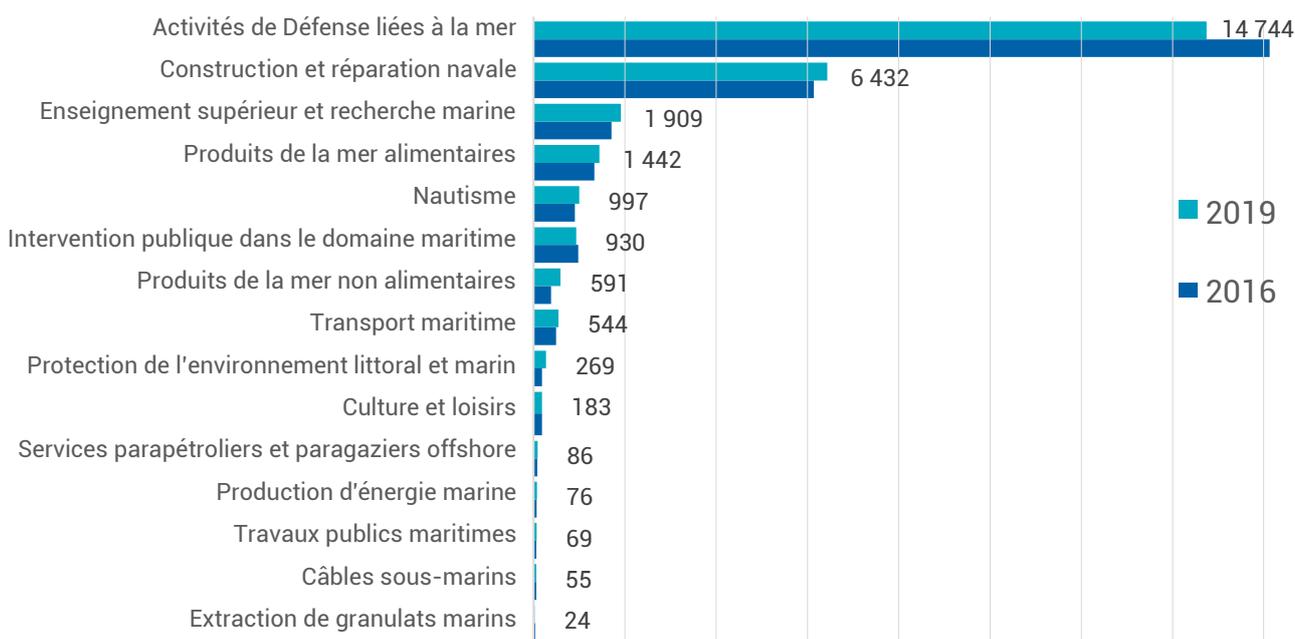
## Baisse du nombre d'emplois maritimes principalement dans le secteur public

À l'échelle du pays de Brest, le nombre d'emplois maritime a baissé de 1,3 % entre 2016 et 2019 représentant 383 emplois en moins, contrairement à la tendance observée en Bretagne (+3 %). Le secteur public est particulièrement concerné par ce recul et plus spécifiquement les activités liées à la défense avec 1 387 emplois en moins. Cette baisse concerne quasiment exclusivement la ville de Brest. Toutefois, au regard des perspectives de la loi de programmation 2019-2025, ce secteur devrait se stabiliser dans les prochaines années.

D'autres secteurs sont en hausse d'emplois. En premier lieu, le domaine de la construction et de la réparation navale avec 289 emplois supplémentaires en trois ans. Le Groupe Navtis était particulièrement dynamique en parvenant, en pleine crise sanitaire, à décrocher 22 millions d'euros de contrats dans le domaine de la défense et des énergies marines renouvelables<sup>6</sup>. Les entreprises du domaine des produits non alimentaires connaissent également une croissance de l'emploi (+209). Les entreprises du domaine des algues, positionnées notamment sur les produits cosmétiques, comme Lessonia, sont en développement. Cette dernière figure désormais parmi les 10 principaux employeurs maritimes du pays de Brest. Avec notamment l'arrivée, à Plouzané, du siège de l'Ifremer, le nombre d'emplois dans l'enseignement supérieur et la recherche marine a augmenté. Excepté ce dernier domaine, l'évolution de l'économie maritime est particulièrement tirée par les emplois du secteur privé. En se focalisant sur les évolutions des emplois privés, le pays de Brest est le premier bassin breton en termes de création d'emplois entre 2016 et 2019 avec 674 postes supplémentaires. Le pays de Lorient arrive en deuxième position avec une augmentation de 642 emplois.

6. Source : le Journal des Entreprises, article du 10 décembre 2020

## Répartition des emplois maritimes par secteur d'activité et évolution entre 2016 et 2019



Source : réseau des Agences de développement et d'urbanisme de Bretagne & réseau des CCI de Bretagne, traitement ADEUPa

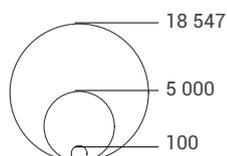
\* Hors Shom et Ensta, classés en intervention publiques pour le 1<sup>er</sup> et en recherche et enseignement supérieur marine pour le 2<sup>nd</sup>

Mise en garde : Les éléments transmis par la défense permettent d'estimer une évolution entre 2014 et 2019. Toutefois, comme l'information pour la majeure partie des établissements est renseignée au 31.12.2016 et au 31.12.2019, ce laps de temps sera retenu pour l'observatoire.

## Les 10 principaux employeurs maritimes du pays de Brest

Établissement	Domaine maritime	Localisation	Effectif 31/12/2019	Évolution de l'emploi 2016 - 2019	Évolution de l'emploi 2016 - 2019 (en volume)
Ministère Des Armées	Activités de défense liées à la mer	11 communes	15 737	-8,3 %	-1 415
Naval Group	Construction et réparation navale	Brest et Guipavas	2 786	+0,6 %	+16
Thales Dms France Sas	Construction et réparation navale	Brest	1 538	+7,2 %	+108
Institut Français De Recherche Pour L'exploitation De La Mer	Enseignement supérieur et recherche marine	Plouzané	829	+15 %	+107
Navtis	Construction et réparation navale	Brest	268	+62,4 %	+103
Moulin De La Marche	Produits de la mer alimentaires	Châteaulin	248	-3,5 %	-9
Gpt Gestion Navires Recherche Genavir	Enseignement supérieur et recherche marine	Brest	297	0 %	+3
Lessonia	Produits de la mer non alimentaires	Saint-Thonan	199	+161,8 %	+123
Océanopolis	Culture et loisirs	Brest	170	0 %	0
Damen Shiprepair Brest	Construction et réparation navale	Brest	170	-10,5 %	-20

## Répartition des emplois maritimes dans le pays de Brest en 2019 et évolution entre 2016 et 2019

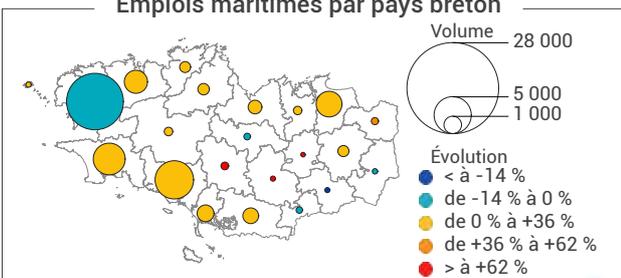
Volume d'emplois par commune  
(hors intérimaires, pêcheurs et aquaculteurs)

## Évolution de l'emploi entre 2016 et 2019

- < à -25 %
- de -25 % à 0 %
- de 0 % à 25 %
- de 25 % à 50 %
- > à 50 %
- sans évolution

218 intérimaires maritimes en baisse de 19%  
529 pêcheurs et aquaculteurs en évolution stable

## Emplois maritimes par pays breton



Source : IGN, IFREMER SIH, réseau des Agences de développement et d'urbanisme de Brest & réseau des CCI de Bretagne  
Réalisation : ADEUPa  
Réf. : 108\_5\_obs eco maritime

# La pêche et l'aquaculture dans le pays de Brest

Touché par la crise de la Covid, la pêche professionnelle a fait face à de nombreuses difficultés en 2020. Les contraintes sanitaires successives ont freiné les activités des marins, réduisant ainsi les volumes de pêche, de production ainsi que de vente des produits de la mer. Par ailleurs, les données statistiques de l'année 2020 sont à prendre avec précaution du fait des difficultés de collectes et de remontées des statistiques halieutiques.

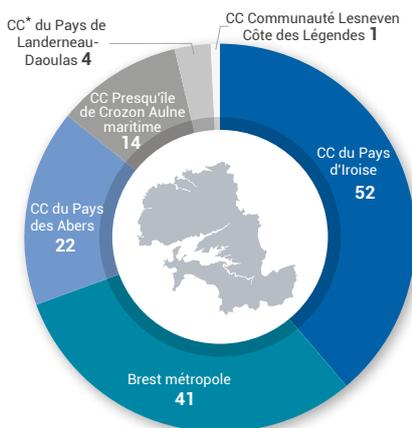
## La pêche embarquée : une pêche diversifiée en pays de Brest

La pêche professionnelle en pays de Brest est caractérisée par la diversité des métiers pratiqués. En 2020, cinq grandes catégories de métiers et de navires étaient représentées : les fileyeurs<sup>7</sup> représentant la majorité des bateaux (34 %), les dragueurs<sup>8</sup> (19 %), les ligneurs-palangriers<sup>9</sup> (21 %), les caseyeurs<sup>10</sup> (13 %) et les goémoniers<sup>11</sup> (13 %). Cette multiplicité des modes de pêche s'explique notamment par la

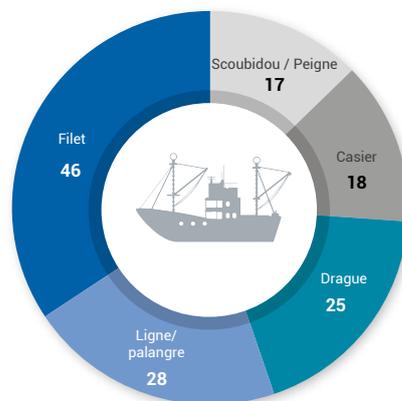
présence de nombreuses espèces dans les eaux locales qui nécessitent des procédés différents. Par exemple, les espèces nobles comme la lotte (ou baudroie), le bar ou encore le lieu jaune, sont pêchées par des bateaux utilisant la ligne ou du filet. L'importance de la pêche à la coquille en rade de Brest est à l'origine de la présence des bateaux pratiquant la drague. Ces derniers exercent généralement une double activité avec la récolte des algues laminaires dans le champ d'algues de l'archipel de Molène et sont équipés en scoubidou et en peignes norvégiens. Enfin, les caseyeurs ciblent spécifiquement les espèces proches des rivages comme les crustacés, les mollusques et les céphalopodes (poulpe).

134 bateaux (soit 24 % de l'ensemble de la flottille finistérienne) étaient recensés en pays de Brest en 2020. Les ports situés dans la communauté de communes du Pays d'Iroise rassemblent 39 % de cette flotte. Viennent ensuite les ports de Brest métropole avec 31 % des bateaux, puis ceux de la communauté de communes du Pays des Abers (16 %). Le reste des navires se répartit dans une moindre mesure dans les ports des autres intercommunalités.

### Nombre de bateaux par intercommunalité du pays de Brest en 2020



### Répartition des bateaux du pays de Brest par type de pêche en 2020



Source : CDP MEM 29  
\* Communauté de communes

7. Les fileyeurs pratiquent la pêche grâce à des filets déposés sur le fond ou laissés à la dérive entre deux eaux, et viennent les relever plus tard. Plusieurs types de filets sont utilisés (trémail, filet droit...).

8. Les dragueurs sont des bateaux qui utilisent une drague, essentiellement pour la pêche aux coquillages.

9. Les ligneurs sont des bateaux qui utilisent plusieurs engins de pêche : lignes à main, de traîne, cannes ou palangres et pêchent surtout le bar et le lieu. Les palangriers sont généralement de taille plus importante et peuvent mettre à l'eau de très longues lignes pour capturer à la fois des espèces de fond et de proximité de surface.

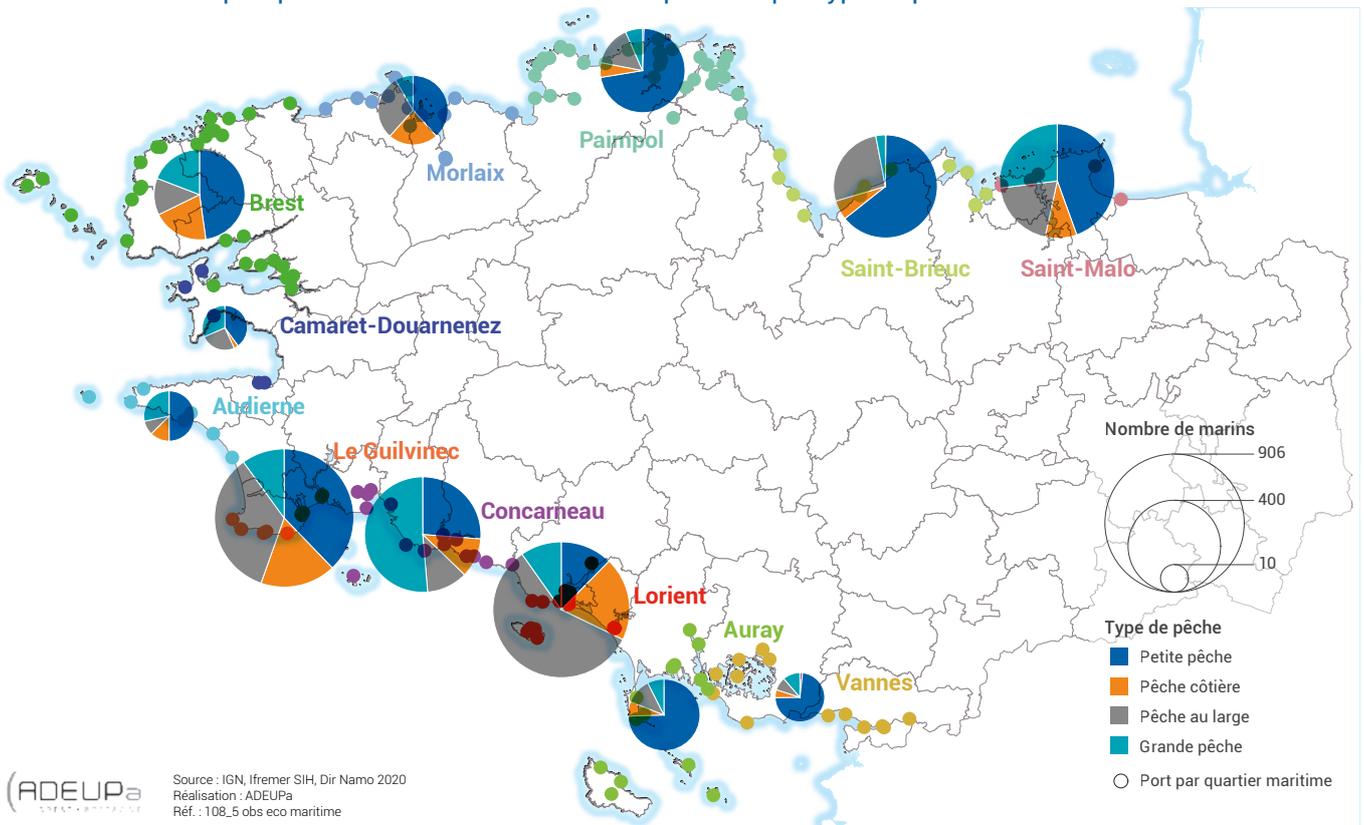
10. Les caseyeurs utilisent des casiers destinés à la pêche aux tourteaux, araignées, homards et étrilles.

11. Le goémonier est spécialisé dans la récolte des algues marines laminaires, grâce à un scoubidou ou un peigne.



Crédit photo : ADEUPa, port du Conquet

## Nombre de marins par quartiers maritimes bretons et répartition par type de pêche en 2020



(ADEUPa)

Source : IGN, Ifremer SIH, Dir NamO 2020  
Réalisation : ADEUPa  
Réf. : 108\_5 obs éco maritime

### Des marins brestois orientés sur les activités de petite pêche

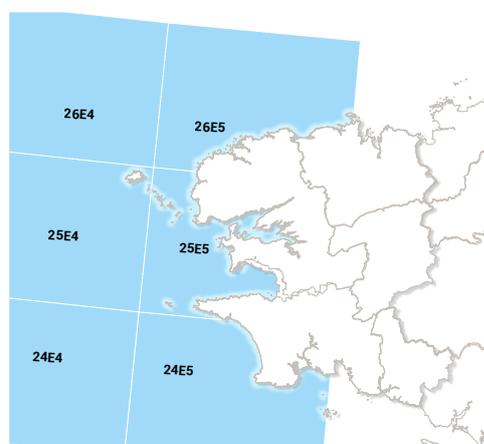
En 2020, sur les 5 064 marins pêcheurs bretons, 387 étaient inscrits au quartier maritime de Brest, soit 8 % des effectifs régionaux et 16 % des effectifs départementaux<sup>12</sup>. Dans le Finistère, le quartier maritime de Brest se positionne derrière celui du Guilvinec (38 %) et celui de Concarneau (27 %). Depuis 2015, les effectifs du quartier maritime de Brest ont reculé de 5 %, soit 19 professionnels en 5 ans.

68 % des marins du quartier maritime brestois embarquent pour des activités de petite pêche ou de pêche côtière contre 53 % en moyenne dans le Finistère. Ces pêches se caractérisent par une durée de navigation de courte durée, inférieure ou égale à 24 heures pour la petite pêche et d'une durée inférieure ou égale à 4 jours pour la pêche côtière. Le pêcheur peut être seul sur son bateau, ou embarquer tout au plus quelques personnes. Le navire est souvent inférieur à 12 mètres et ne débarque que des produits frais. À l'inverse, la pêche au large et la grande pêche ne rassemblent que 32 % des effectifs brestois, contre 47 % en moyenne en Finistère. Ces pratiques sont caractérisées par des temps de navigation plus longs qui permettent l'embarquement d'équipages comptant de 10 à

60 marins pour les navires les plus grands et les mieux équipés (navires-usines). Une première étape de transformation des produits pêchés peut-être réalisée sur le bateau. Une campagne de pêche au large peut s'établir entre 10 à 15 jours, voire plusieurs mois pour la grande pêche.

### 74 685 tonnes pêchées au large des côtes du Finistère

À l'échelle nationale, l'Ifremer fait état d'une baisse globale de la production de la filière pêche en 2020. Amorcée dès le début de l'année (avant le premier confinement), la production recule de 60 à 75 % suivant les navires et les régions. Ce déficit de production n'a pas été rattrapé à l'issue du premier confinement et les indicateurs pour



### LES ESPACES MARITIMES PROCHES DES CÔTES DE L'OUEST DU FINISTÈRE

La FAO<sup>1</sup> (Food and agriculture organization), dans un objectif statistique et scientifique, produit une cartographie réglementaire des zones de pêche, notamment des zones de l'Atlantique Nord-Est et de la Méditerranée. Cet outil permet de réaliser un suivi des espèces et des quantités pêchées par les professionnel-le-s, grâce à un découpage spécifique. Les six espaces maritimes mis en avant dans la carte ci-contre sont les données recensées par les services SIH de l'Ifremer<sup>2</sup>.

1. Aussi connue en France sous l'appellation de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture  
2. Les éléments décrits ici font référence aux ressources pêchées dans les zones réglementaires 26E4 ; 25E4 ; 24E4 ; 26E5 ; 25E5 ; 24E5

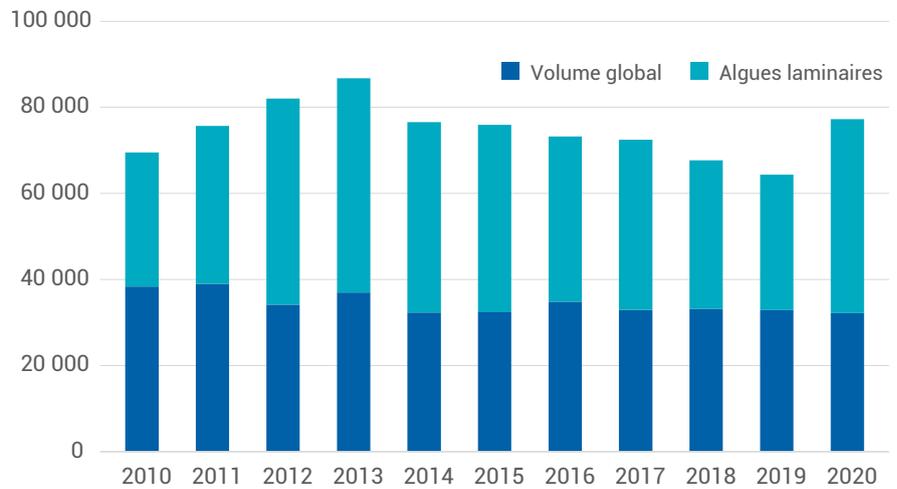
12. Source : DIRM-NAMO (Direction interrégionale de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest)

2020 sont en berne par rapport à 2018-2019<sup>13</sup>. Cependant, la baisse observée sur le territoire national est à nuancer à l'échelle des six zones maritimes de l'ouest du Finistère.

Sur la période 2010-2020, le volume global de ressources halieutiques pêchées dans les zones maritimes du Finistère est relativement stable, avec une moyenne annuelle de 74 685 tonnes. L'année 2020 se positionne dès lors comme une année faste pour les pêcheurs, avec 77 279 tonnes de ressources marines produites. Malgré le confinement et les difficultés de débouchés (fermeture des bars, des restaurants, des criées), les professionnels le-s ont augmenté le volume de production de 20 % par rapport à l'année précédente (64 332 tonnes en 2019). Si en apparence les volumes pêchés peuvent indiquer une bonne santé de la filière locale, l'augmentation ne concerne en réalité que certaines espèces et varie selon la zone maritime considérée. En effet, trois zones sur six connaissent une baisse des volumes, respectivement -26 % (secteur 24E4), -32 % (secteur 24E5) et -5 % (secteur 25E4), quand les trois autres zones augmentent de 47 % (secteur 26E4), 55 % (secteur 25E5) et 19 % (secteur 26E5). Cette progression des volumes pêchés sur ces zones s'explique notamment par l'exploitation des algues laminaires, qui aurait vraisemblablement moins subi la crise de débouchés que d'autres ressources halieutiques.

13. Ifremer, Comment la filière pêche traverse-t-elle la tempête COVID ?, 10/02/2021

### Volume des ressources halieutiques pêchées dans les zones réglementaires finistériennes (en tonnes)

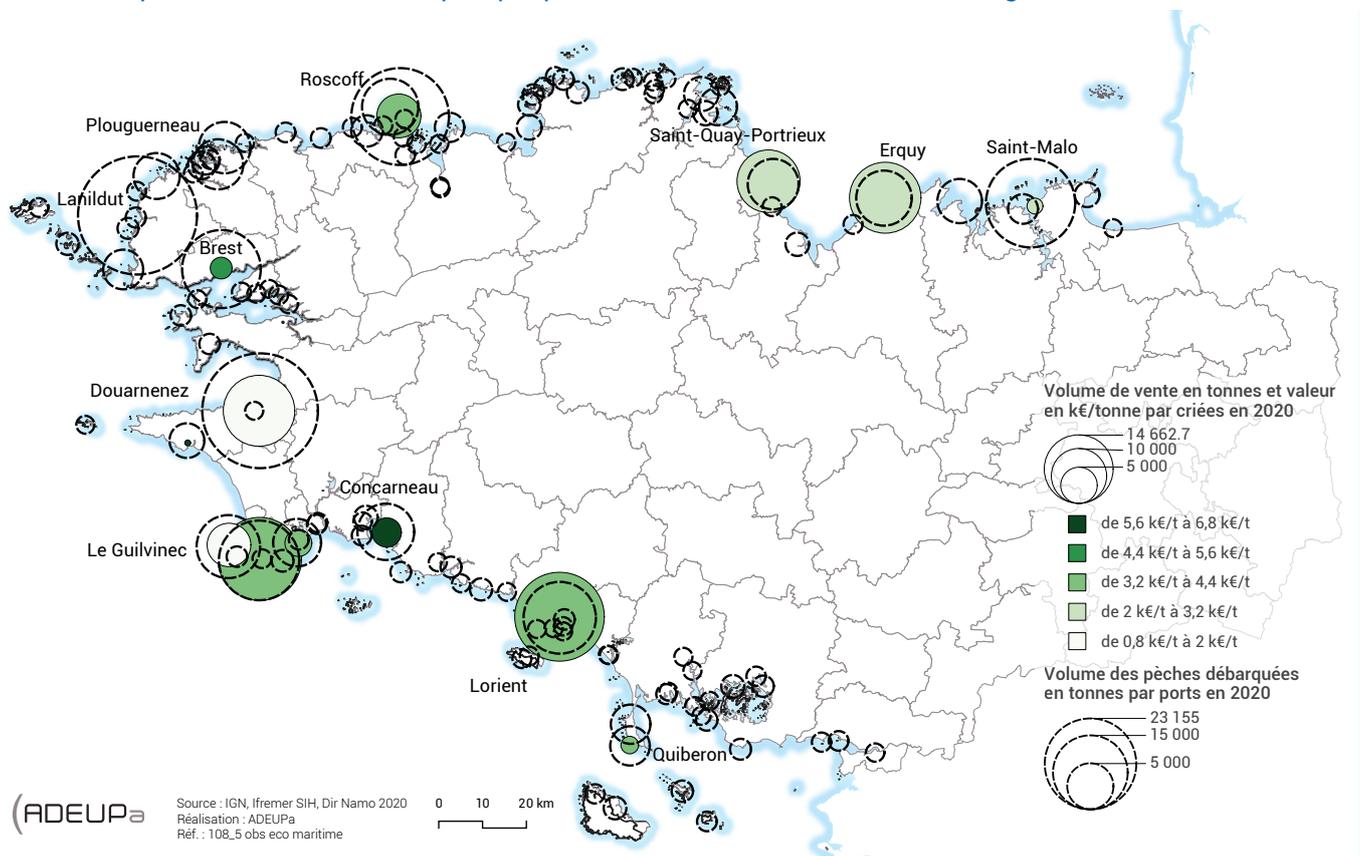


Source : Ifremer - SIH

L'analyse des volumes des ressources pêchées hors algues permet de souligner une baisse de 2 % de la production entre 2019 et 2020, quand celle des algues laminaires augmente de 43 % sur la période. Cependant, toutes les zones finistériennes ne sont pas concernées par cette récolte spécifique à la mer d'Iroise. Dans le même temps, d'autres espèces notables de la région comme la coquille Saint-Jacques résistent

plutôt bien à la crise de 2020, alors que d'autres ressources connaissent une chute des volumes produits. Entre 2019 et 2020, la production des coquilles augmente de 6 %, confirmant les faibles variations de production de cette espèce depuis 2015. A contrario, le volume de merlus européens, de la lotte ou de l'araignée chutent respectivement de 34 %, 17 % et 29 %.

### Volume de produits de la mer débarqués par port et volume vendu en criée en Bretagne en 2020



## Algues, lotte, araignée et tourteau, les principales espèces débarquées dans le pays de Brest

La Bretagne est historiquement la première région française concernant les activités de pêches maritimes professionnelles et de débarquements de poissons, crustacés et autres ressources halieutiques<sup>14</sup>. Avec 159 250 tonnes de produits de la mer débarqués en 2020, son poids est supérieur à celui des autres régions françaises (DROM-COM compris) en 2020 (38 % du total national). Les produits débarqués dans les ports du nord de la Bretagne se caractérisent par des poissons et les algues. L'activité de pêche le long de la côte sud de Bretagne est dominée par les poissons et les crustacés.

À l'échelle régionale, le pays de Brest est le deuxième pays breton en volume de produits de la mer débarqués en 2020, à hauteur de 28 % (44 348 tonnes), derrière le pays de Cornouaille (29 %) et devant le pays de Morlaix (13 %). La bonne saison de récolte des laminaires permet au pays de Brest de mieux résister à la crise sanitaire en 2020 par rapport aux autres pays

bretons, avec une augmentation de 40 % des volumes globaux débarqués entre 2019 et 2020. Sur la période, c'est d'ailleurs le seul pays breton avec celui de Dinan (+1 %) à connaître une croissance des volumes débarqués dans les ports.

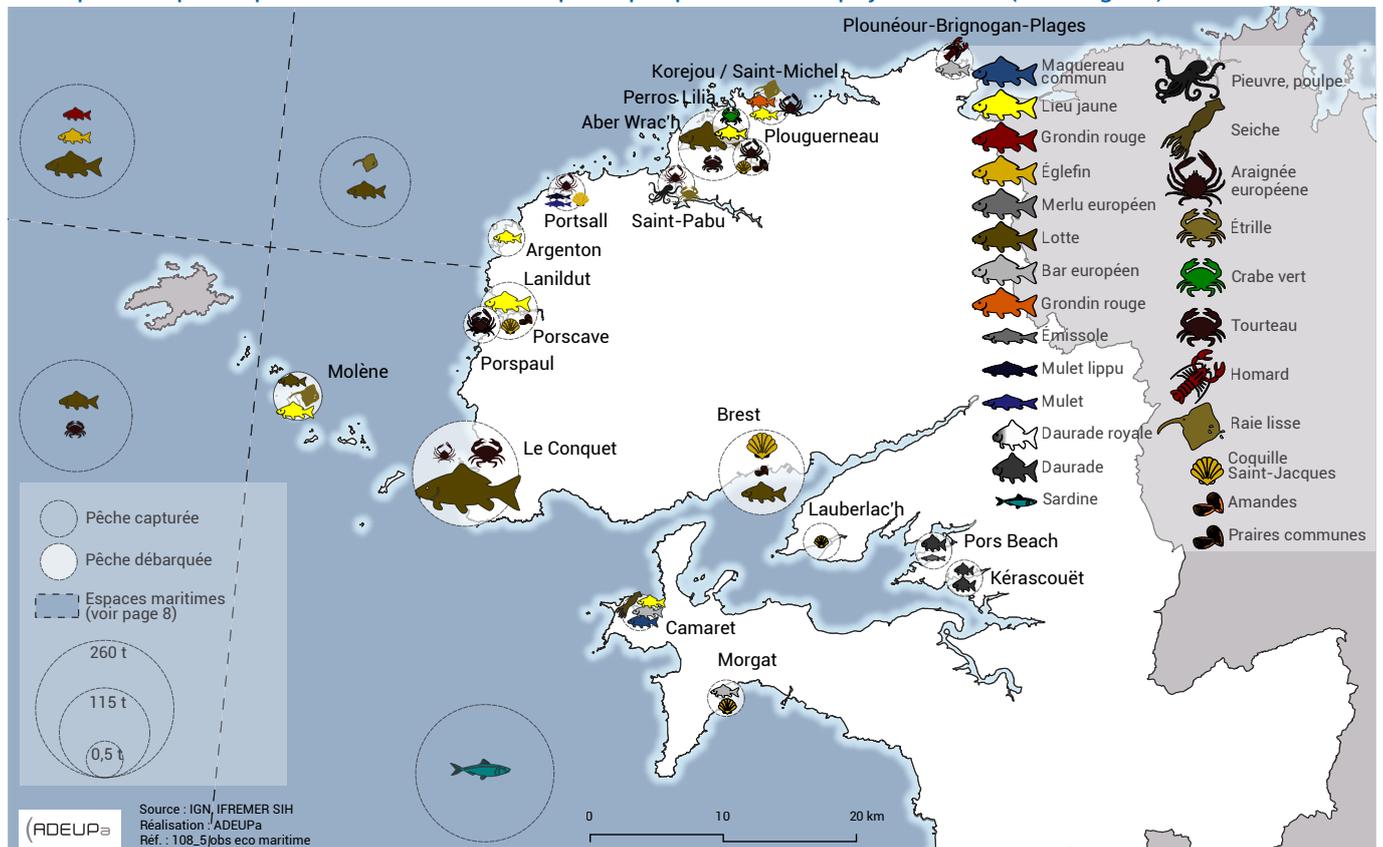
Riche d'une diversité des ressources locales, ce ne sont pas moins de 126 espèces halieutiques différentes qui ont été débarquées dans le pays de Brest en 2020. Les volumes les plus importants étaient les laminaires (*digitata* et *hyperborea*), à hauteur de 40 997 tonnes, soit 92 % du volume total, ce qui en fait une véritable spécificité territoriale. Les algues, récoltées fraîches, sont pesées encore humides et influent nettement les résultats globaux de la production des pêches locales. Hors algues, le volume débarqué s'élève à 3 351 tonnes et se compose principalement de lotte (31 %), de tourteau et d'araignée (19 %), la coquille Saint-Jacques (8 %) ainsi que le lieu jaune (6 %). Le port du Conquet est le premier port de pêche du pays de Brest en volume débarqué avec 1 587 tonnes en 2020, soit 47 % du volume global hors algues. Les volumes se répartissent ensuite dans les ports de Brest (24 %), de l'Aber Wrac'h (12 %), Lanildut (5 %) et Molène (3 %). Les 14 autres ports de débarquement représentent chacun moins de 2 % des volumes débarqués.

Chacun des ports du pays de Brest est marqué par des caractéristiques de débarquement qui lui sont propres. Toutefois, plusieurs ports possèdent les mêmes espèces principales de débarquement. C'est le cas de la coquille Saint-Jacques, l'espèce la plus débarquée dans les ports de Brest, Portsall (Ploudalmézeau), Morgat (Crozon) ou de Lauberlac'h (Plougastel-Daoulas).

La lotte est, quant à elle, l'espèce majoritaire dans les ports de Porspaul (Lampaul-Plouarzel), du Conquet et de l'Aber Wrac'h (Landéda). Le lieu jaune est l'espèce la plus débarquée dans les ports de Lanildut, Molène, Argenton (Porspoder) et Perros Lilia (Plouguerneau). La dorade royale caractérise davantage les ports de Pors Beach (Logonna-Daoulas) et Kérascouët (l'Hôpital-Camfrout). On retrouve par ailleurs la seiche commune comme principale espèce présente dans le port de Camaret, l'araignée à Porscave (Lampaul-Plouarzel), le bar à Plounéour-Brignogan-Plages, la raie au Korejou (Plouguerneau) et enfin la pieuvre à Saint-Pabu.

14. Les éléments décrits ici concernent les ressources débarquées par ports bretons.

### Principales espèces pêchées en mer et débarquées par ports dans le pays de Brest (hors algues)



## L'aquaculture en pays de Brest : une activité dominée par les huîtres et les moules

En 2013, 416 entreprises exerçaient en Bretagne nord une activité conchylicole (production de coquillages comestibles), qui est l'activité principale de l'aquaculture<sup>15</sup>. Cette activité est possible grâce à l'exploitation de concessions maritimes. Si quelques espèces dominent largement les volumes de production comme les huîtres creuses et plates ainsi que les moules, les professionnels diversifient leur activité grâce à d'autres productions comme les ormeaux, les palourdes et les coques, dont les volumes restent marginaux. Plus précisément, 13 % des entreprises conchylicoles étaient localisées en pays de Brest : 38 en rade de Brest et 16 dans le Pays des Abers. Ces entreprises sont à l'origine de la production de 3 726 tonnes de coquillages, soit 9 % de la production régionale nord.

Les activités du pays de Brest se caractérisent par un positionnement sur deux espèces à forte valeur, les huîtres creuses et les moules. La première production conchylicole locale est celle des huîtres creuses, avec 2 324 tonnes produites en pays de Brest, soit 10 % de la production de la Bretagne nord. C'est dans le Pays des Abers que la majeure partie de la production est réalisée (68 %), le reste provient de la rade de Brest. À l'inverse, la majeure partie de la production locale en moules était réalisée en rade de Brest avec 69 % des 1 370 tonnes produites, soit 8 % de la production régionale nord.

Comparativement à d'autres territoires du nord de la Bretagne, le pays de Brest se distingue grâce à la production d'espèces plus diversifiées. Par exemple, cinq hectares de concession dans les Abers sont dédiés à l'élevage d'ormeaux et permettent la production de 6,1 tonnes par an. Cette activité est unique à l'échelle du nord de la Bretagne. Par ailleurs, la rade de Brest accueille une concession d'un hectare pour les palourdes, avec 2,2 tonnes soit 20 % de la production en Bretagne nord. La majeure partie des volumes provient de Cancale. Enfin, la seule production de coque régionale est localisée dans les Abers avec 3,4 tonnes produites grâce aux 3,5 hectares d'exploitation sur l'estran.

## La criée de Brest : des produits à forte valeur

En Bretagne, les produits de la mer sont vendus dans 15 halles à marées, que l'on appelle aussi communément criées. Plus de la moitié des criées bretonnes se trouvent dans le Finistère (Brest, Roscoff, Douarnenez, Audierne, Saint-Guérolé, Le Guilvinec, Loctudy, Concarneau). Réparties sur l'ensemble du littoral régional, elles permettent aux bateaux de débarquer leurs productions, répartir les différentes espèces et de les vendre aux enchères auprès

15. Source : CRC Bretagne nord

## Évolution des quantités et de la valeur des ventes de la criée de Brest entre 2010 et 2020



des mareyeurs et des poissonniers. En 2020, sur les 83 778 tonnes de produits de la mer vendus en criée en Bretagne, deux criées se sont particulièrement démarquées : Lorient et Le Guilvinec, se positionnant respectivement comme les premières et deuxième criées régionales avec 14 662 tonnes et 13 037 tonnes vendues. Ce sont également les deux premières criées concernant les valeurs totales de ventes, s'élevant à 51,9 M€ pour Lorient et 48 M€ pour le Guilvinec sur les 255 M€ de la valeur globale bretonne. La crise sanitaire aura affecté le secteur puisque certaines criées sont restées fermées pendant les confinements successifs, connaissant une baisse de 12 % du volume et de 15 % de la valeur des ventes bretonnes entre 2019 et 2020. Il en va de même pour les prix moyens au kg pratiqués avec une baisse de 3 %.

L'unique criée du pays de Brest, située à Brest, représente 2 % du volume des ventes bretonnes et 3 % de la valeur des ventes. Malgré des résultats de vente en hausse depuis 2015, la crise n'aura pas épargné la criée brestoïse avec une baisse de 21 % des volumes vendus par rapport à l'année 2019, et de 22 % de la valeur globale. Le prix moyen est cependant resté plutôt stable, avec une légère baisse de 1 % sur la période.

La halle à marée de Brest répond désormais aux réglementations européennes. Équipée de la fibre optique à cette occasion, les ventes à distance en visioconférence représentent aujourd'hui 90 % des ventes totales réalisées (de

la même manière qu'à Roscoff) et permettent la connexion simultanée de 100 mareyeurs. D'une surface de 2 500 m<sup>2</sup>, l'équipement a été conçu pour une capacité de traitement de 2 500 tonnes de produits halieutiques par an. De nouveaux investissements sont également prévus en 2021 (automatisation). En 2020, 1 744 tonnes de produits de la mer ont ainsi été vendus à la criée de Brest, pour une valeur totale de 7 700 M€.

La criée de Brest est, comparativement aux autres criées bretonnes et finistériennes, caractérisée par les ventes de produits à forte valeur. La lotte, poisson considéré comme noble, est l'espèce la plus vendue avec 407 tonnes (23 %), pour une valeur totale de plus de 1 668 M€. La seconde espèce la plus vendue est la coquille Saint-Jacques, à hauteur de 925 509 € (196 tonnes), puis le homard pour 601 906 € (29 tonnes). Ainsi, le prix moyen des ventes réalisées à Brest en 2020 est de 4,41 €/kg, soit un prix supérieur de 1,41 € à la moyenne départementale et d'1,36 € à la moyenne régionale. En étant la seule criée du pays de Brest, celle-ci se trouve être en position de monopole local, mais sous concurrence directe des autres criées du Finistère, notamment de Concarneau, Saint-Guérolé et Douarnenez. Ces halles proposent d'autres produits moins présents dans les productions débarquées à Brest et les volumes disponibles sont plus importants, permettant de réaliser des prix plus bas ou des achats de gros pour les mareyeurs et poissonniers.

## Volume et valeur des ventes en criées

	Volume (tonnes)		Valeur (K€)		Prix moyen (€/kg)	
	2020	2020/2019	2020	2020/2019	2020	2020/2019
Criée de Brest	1 745	-21 %	7 700	-22 %	4,41	-1 %
Criées du Finistère	39 272	-12 %	11 7974	-17 %	3,00	-6 %

Source : Ifremer - SIH

# Port de Brest : enjeux et perspectives

## Port de Brest : un moteur de l'économie locale

### 6 250 EMPLOIS SUR LE SITE PORTUAIRE

Le port de Brest est le premier port de Bretagne par les trafics et la diversité des activités qu'il accueille. Il se singularise aussi par son positionnement au cœur de la métropole brestoise en constituant à la fois un quartier de la ville, un espace industriel dédié à des activités économiques en lien avec la mer mais aussi des entreprises qui ont privilégié une localisation maritime. Lieu emblématique de Brest, le port a su se renouveler et attirer les amateurs d'une ambiance maritime. Signe de cette attractivité, le nombre d'emplois a considérablement évolué.

En 2019, l'espace portuaire, intégrant le port de commerce ainsi que les ports de plaisance du Château et du Moulin Blanc, atteint 6 260 emplois. Si ces derniers se situent effectivement sur le port, cela ne signifie pas qu'il s'agisse exclusivement d'emplois maritimes. En effet, le critère retenu est simplement spatial et non relatif à l'activité.

Si les effectifs présents sur le périmètre s'avèrent en définitive relativement stables sur une période longue (une quarantaine d'années), leur typologie et leur répartition géographique ont significativement évolué, à l'instar du renforcement de la polyvalence du site portuaire. Après avoir connu une baisse continue de 36 % des emplois entre 1975 et 1989, notamment due au déclin de l'activité

industrielle, le port de commerce connaît un développement important depuis 1989. Leur nombre a ainsi augmenté de 73 % entre 1989 et 2019, avec un rythme annuel de +1,8 % au cours des 12 dernières années.

Malgré l'implantation de nouveaux services publics sur le port (Agence française pour la biodiversité, tribunal d'instance, etc.), la répartition entre emplois publics et emplois privés reste stable depuis 2006 : l'emploi privé représente aujourd'hui environ 88 % de l'emploi total.

### UNE RÉPARTITION SPATIALE DES EMPLOIS SPÉCIFIQUES

La répartition spatiale, relativement nette des activités sur le territoire portuaire, reflète son histoire, somme toute récente, où s'est progressivement imposée une certaine spécialisation des espaces.

Les activités tertiaires sont concentrées sur la partie occidentale du port, en particulier sur la partie historique. Pour autant, certaines entreprises de services « portuaires » sont disséminées sur la zone industrialoportuaire, à proximité de leurs client-e-s. À l'inverse, les activités dites industrielles sont implantées dans les espaces en accès restreint et à proximité des équipements et infrastructures portuaires spécifiques (entrepôts, formes de radoub, bords à quais, etc.). Ces entreprises, qui représentent environ 25 % de l'emploi recensé sur le port, nécessitent également des surfaces de terreplein conséquentes. L'emprise foncière et immobilière de ces activités se caractérise par des densités d'emplois plus faibles que

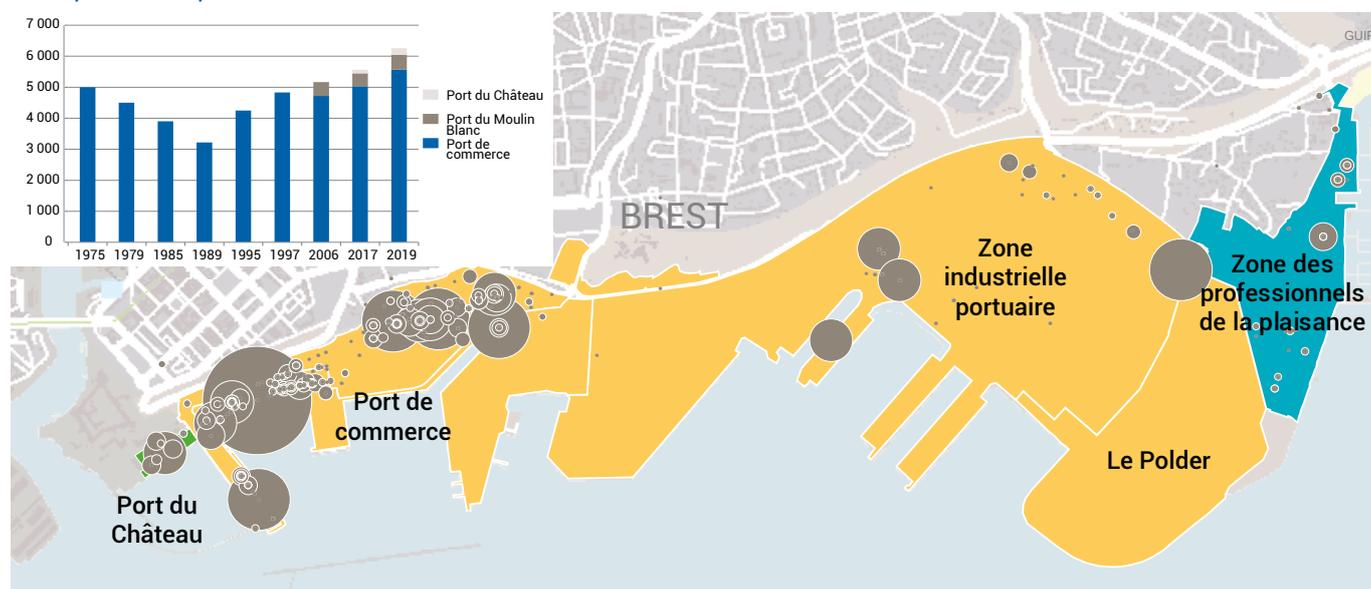
sur d'autres espaces du port. Il convient de rappeler que le secteur industriel génère, au sein d'une économie, d'autres activités (services à ces entreprises, services aux employé-e-s). Son effet multiplicateur est souvent supérieur aux autres types de secteurs. Les activités dites « grand public » (commerce de détail, restauration, services à la personne) sont, quant à elles, situées sur les parties accessibles au public, c'est-à-dire la partie occidentale du port et sur les ports de plaisance. Enfin, la présence de quelques commerces spécialisés (équipement de la personne et de la maison) est à noter.

### UNE TERTIARISATION TOUJOURS EN COURS

Bien que certaines entreprises tertiaires aient quitté le port pour s'implanter sur d'autres zones d'activités de la métropole (Frouven et Kergaradec notamment), la tendance à la tertiarisation est toujours en cours sur le port. Ces implantations peuvent être en concurrence spatiale avec les activités portuaires à proprement parler ; celles qui relèvent, par exemple, des secteurs de l'industrie, du commerce de gros, des services aux entreprises, et qui, par nature, sont peu délocalisables.

Cette variété d'activités, nécessite une organisation spatio-fonctionnelle, sous peine d'engendrer de potentiels conflits d'usages. L'enjeu, en l'espèce, est précisément de ne pas opposer les unes aux autres mais de permettre l'exercice du discernement lors des implantations.

## L'emploi sur le port de Brest en 2019

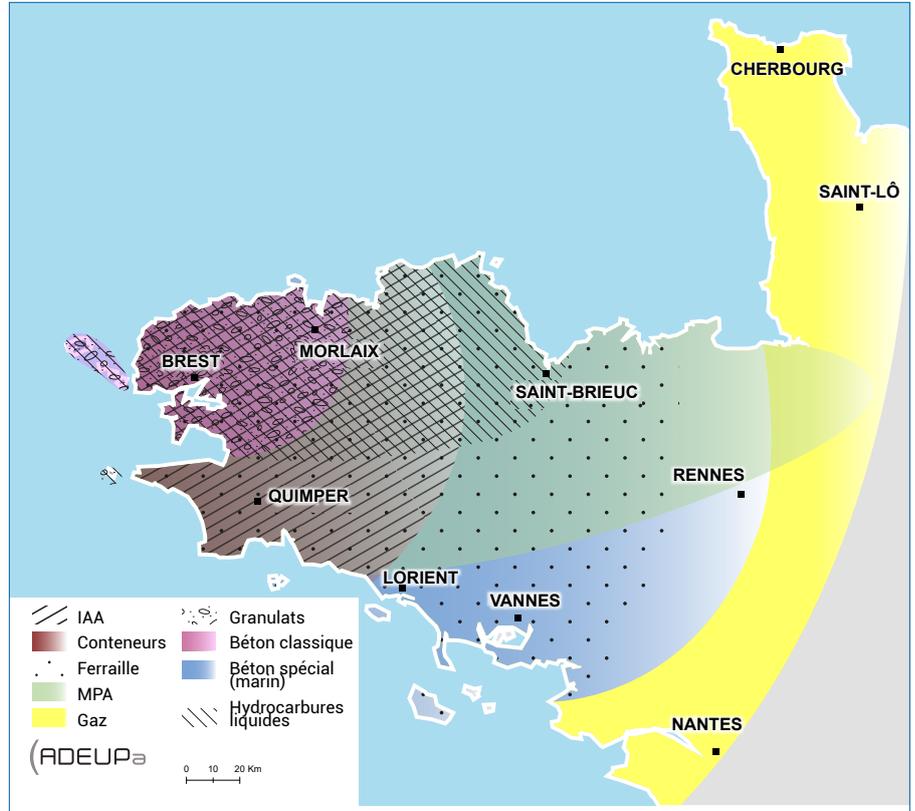


## L'accessibilité maritime de l'Ouest breton

L'hinterland peut être défini comme l'espace géographique qu'un port approvisionne et qu'il alimente. Il est souvent à géométrie variable selon le type de marchandises transportées. Pour le port de commerce de Brest, il se limite au Finistère concernant le granulat, le béton classique, les hydrocarbures et l'industrie agroalimentaire. La couverture est régionale pour le béton spécial et la ferraille. Elle dépasse le territoire breton pour les matières premières agricoles et le gaz.

Seul port breton pour le trafic conteneurisé, Brest bénéficie d'un acheminement par feeder qui permet d'être connecté directement, tant pour les importations que les exportations, aux grands hubs internationaux : Le Havre, Anvers et Rotterdam. Le port brestoïse bénéficie d'un positionnement intéressant en matière de ligne de feeder : pour l'importation c'est la première escale de ligne feeder desservant Anvers ; pour les exportations, Brest est la dernière escale avant Le Havre. Dans les deux cas, le transit time est limité au maximum. À terme, la montée en puissance de la conteneurisation des marchandises, au détriment des trafics conventionnels, laisse augurer d'une progression de ces trafics.

Un hinterland différencié selon les produits

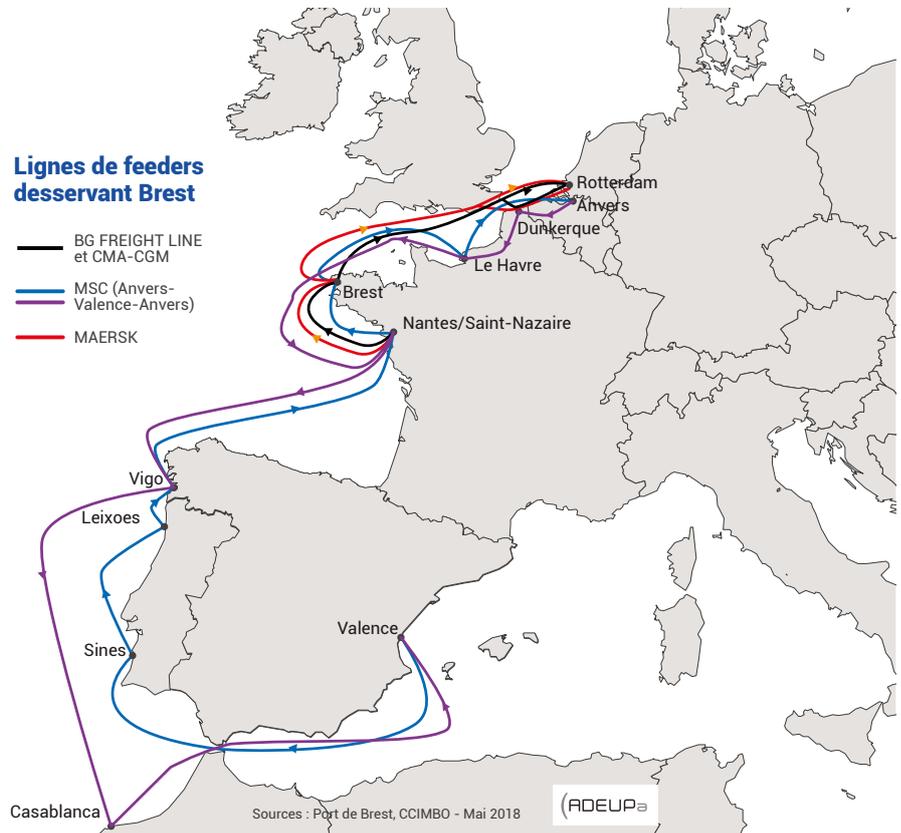


## Une filière de réparation navale de dimension européenne

Avec près de 800 emplois dédiés à la réparation navale (civile essentiellement), le port de Brest valorise son positionnement en bordure d'une des routes maritimes les plus importantes au monde. Les forces de Brest sont diverses : un savoir-faire reconnu, des infrastructures de qualité et de grande dimension. La grande réparation navale, avec le chantier néerlandais Damen Shiprepair, se positionne à un niveau international.

En matière de petite réparation navale, le marché est plus local notamment avec des acteurs comme la Marine nationale et le chantier du Guip.

Un trafic conteneurisé connecté aux grands hubs européens



## L'Intégration des ports de Brest et Roscoff dans le réseau transeuropéen de transport (RTE-T)

Le réseau transeuropéen de transport est un programme de développement des infrastructures de l'Union européenne. Dans une logique multimodale, son objectif est de faciliter le déploiement de services de fret durables et efficaces. La finalité est de transformer l'actuelle mosaïque de routes, voies ferrées, aéroports et ports, en un réseau de transport européen unifié répondant à des objectifs de cohésion, d'efficacité, de durabilité et de satisfaction des usagers.

Depuis la révision de la nomenclature des unités territoriales statistiques européennes (NUTS) en 2016, la Bretagne atteint le rang de NUTS 1<sup>16</sup>. Un tel classement justifie l'intégration du port de Brest au réseau central du RTE-T. En effet, le critère B3<sup>17</sup>, élaboré par la commission européenne pour intégrer le réseau central, retient le plus grand port maritime d'états membres insulaires et de régions NUTS 1 non insulaires ayant un accès à la mer et où aucun port n'est classé conformément au critère B1 ou B2. Il est également spécifié que ce critère ne s'applique qu'aux façades pertinentes à l'échelle européenne.

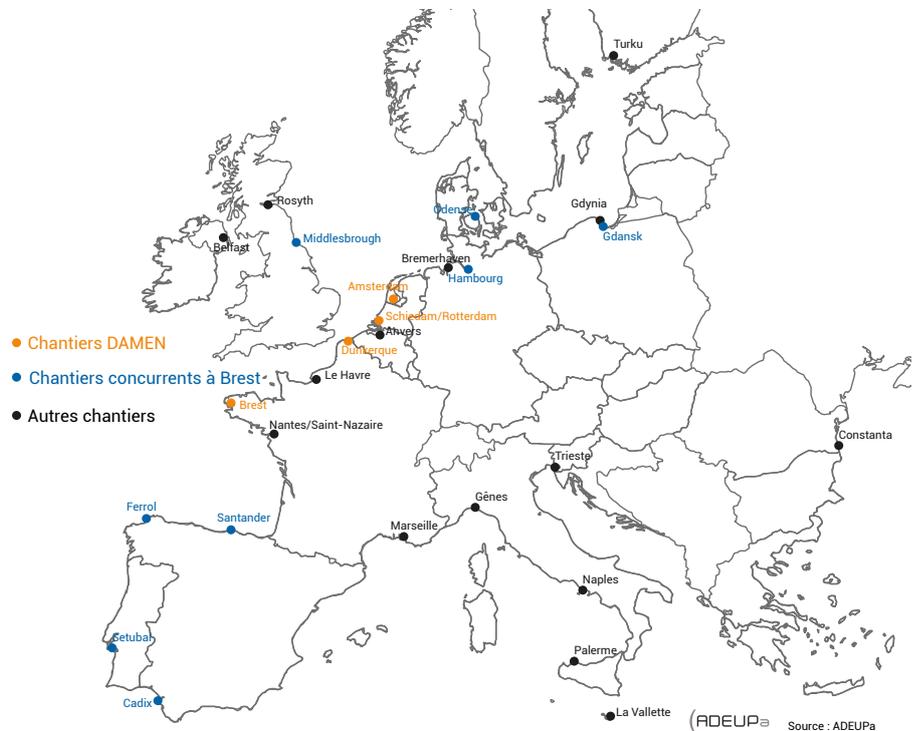
Le port brestois, en bordure d'une des routes maritimes les plus fréquentées au monde, répond donc à l'ensemble de ces conditions et justifie son inscription au réseau central. Cela est d'autant plus vérifié depuis la confirmation du Brexit. La pointe bretonne est l'espace continental européen le plus proche de l'Irlande et, à ce titre, constitue la meilleure alternative au passage par le Royaume-Uni.

Le port de Roscoff constitue déjà une liaison avec l'outre-manche grâce aux transports de passagers et ses liaisons maritimes avec l'Irlande et le sud de l'Angleterre. Chaque année, en période pré-covid et Brexit, plus de 500 000 passager·ère·s étaient transportés vers Cork et Plymouth.

16. La nomenclature NUTS 2021, est valable du 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour des transmissions des données à Eurostat, répertorie 104 régions au niveau NUTS 1, 283 au niveau NUTS 2 et 1 345 au niveau NUTS 3. Le NUTS 1 correspond aux grandes régions socioéconomiques, le NUTS 2 aux régions de base pour l'application des politiques régionales et les NUTS 3 aux petites régions pour des diagnostics particuliers.

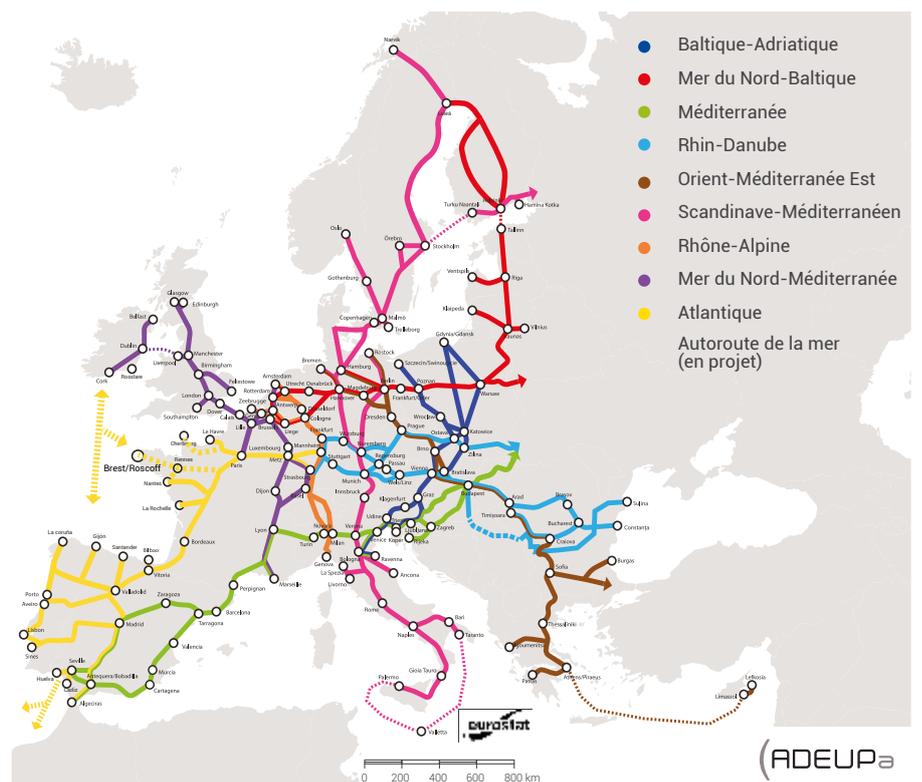
17. Le document de travail de la Commission du 07.01.2014 « La méthodologie de planification du réseau transeuropéen de transport (RTE-T) » SWD (2013) 542, accompagnant le document final « Construire le réseau central dans le domaine des transports : Corridors du réseau centre et connexions entre les infrastructures européennes » (COM (2013) 940), mentionne plusieurs critères définissant les nœuds principaux pour le trafic de fret. Il s'agit d'une liste de divers caractéristiques de ports maritimes ou intérieurs, terminaux ferroviaires. Les différents critères ne sont pas cumulatifs. Chaque type de critère se suffit implicitement à lui-même. Le critère B1 concerne « un port maritime ou intérieur ou d'un terminal rail-route d'un nœud urbain principal... » ; le B2 est « un port maritime ou intérieur dont le volume de transbordement représente au moins 1 % du volume total de transbordement de tous les ports maritimes de l'UE ».

**Grande réparation navale :**  
Chantiers européens ayant au moins une forme de plus de 300 mètres de long et 28 mètres de large



**Projet d'extension du corridor atlantique du mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) et d'inscription des ports bretons au réseau central du RTE-T**

carte transmise à la Commission européenne et au Premier ministre les 5 et 16 mai 2021



## Brest, port de services

À proximité d'une des principales routes maritimes mondiales, le port de Brest se caractérise par de nombreuses activités : port de commerce, militaire, de réparation, scientifique, de plaisance, de pêche, etc. C'est avant tout un grand port de services comme l'illustrent les positions de Brest dans divers domaines.

Brest est une grande base navale française et le centre de sûreté maritime Atlantique. La zone de responsabilité de la Préfecture maritime Atlantique couvre toute la ZEE<sup>18</sup> Atlantique française au large du littoral d'Hendaye à l'ouest de la Manche. En matière de surveillance, le Centre opérationnel de la Marine contrôle tout le trafic des zones côtières françaises, et même au-delà. Les navires de la Marine nationale sont amenés à intervenir dans des missions de surveillance, de lutte contre les trafics illicites et de patrouille anti-piraterie parfois loin de leurs bases (Antilles, Golfe de Guinée en Atlantique). C'est aussi un centre de sûreté maritime important avec, en plus, des frégates et patrouilleurs de la Marine nationale, un patrouilleur hauturier de la douane et des vedettes et canots des Affaires maritimes, de la Gendarmerie maritime et de la Gendarmerie nationale. C'est également le pôle d'expertise dédié à la sûreté maritime à compétence mondiale « MICA Center ». Créé en 2016, ce centre regroupe deux structures principales : la cellule « golfe de

Guinée »<sup>19</sup> le MSCHOA<sup>20</sup>. Depuis 2020, le siège de l'association France cyber maritime doit préparer l'implantation d'un centre national de coordination de la cybersécurité maritime à Brest en 2022.

Centre majeur de sécurité maritime en Europe, Brest héberge également un centre de sauvetage en mer et de lutte anti-pollution accidentelle. Dans le domaine de la sécurité maritime, la Préfecture maritime atlantique, dans le cadre de ses missions liées à l'Action de l'État en mer, coordonne l'action de différents acteurs : Affaires maritimes, des Dirm Namu (Nord Atlantique-Manche Ouest) et Dirm SA (Sud Atlantique), douanes, gendarmerie, Cross<sup>21</sup> de Corsen et d'Etel et SNSM<sup>22</sup>.

Brest est la première base française de prévention des accidents maritimes et de lutte contre les pollutions accidentelles. La Préfecture maritime dispose d'un des plus puissants remorqueurs de haute mer (l'Abeille Bourbon) et de bâtiments de soutien anti-pollution hauturiers. Elle abrite en son sein, une importante cellule de coordination, le Ceppol (Centre d'expertise pratique de lutte anti-pollution) qui a une mission de coordination des moyens de la Marine nationale de lutte contre diverses pollutions en mer. Brest

accueille aussi un organisme spécifique, le Cedre, (Centre de documentation de recherche et d'expérimentation sur la pollution accidentelle des eaux) à l'expertise reconnue dans le monde entier. C'est aussi le siège de l'un des trois tribunaux français habilités à traiter les affaires de pollutions marines.

Le pays de Brest dispose de la plus forte concentration de phares en Europe et de la seule station de réception d'images satellitaires radar en France métropolitaine (Vigisat). C'est aussi un centre majeur d'équipement de signalisation maritime avec le Cerema (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement) et la base d'un des principaux navires d'entretien des phares et balises. Toutes ces actions assurent la réputation de Brest en la matière, bien représentée par les éditions de la manifestation Saferseas qui se sont tenues à Brest pendant 20 ans.

Brest, premier centre de réparation navale français civile et militaire, dispose de formes de radoub et quais, pour des navires jusqu'à 550 000 tonnes, ainsi que de facilités en recyclage des navires. Brest, première base française des navires hydrographiques et océanographiques accueille les sièges nationaux du Shom et de l'Ifremer, et le seul Institut universitaire français totalement dédié aux sciences marines (IUEM). Elle accueille également le siège de toutes les unités de recherche marines regroupées dans la flotte océanographiques, française. En matière de réparation de câbles sous-marins, Brest est la grande base Atlantique d'Orange Marine, qui accueille le navire, assurant les interventions de réparations de câbles sous-marins dans l'océan Atlantique.

18. Zone économie exclusive

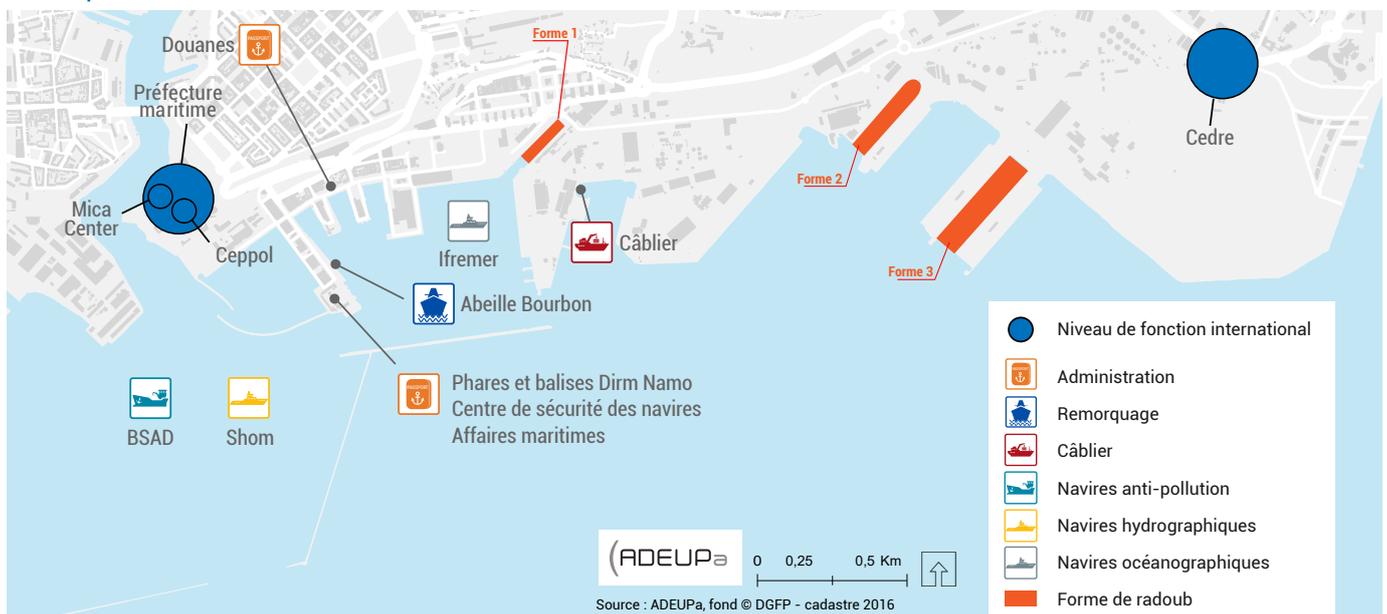
19. La cellule assure le suivi et le traitement des actes de piraterie et de brigandage au travers de l'accord franco-britannique Maritime Domain Awareness for Trade – Gulf of Guinea.

20. Centre de sécurité maritime pour la corne de l'Afrique, transféré de Londres à Brest en 2019 suite au Brexit.

21. Le Cross (Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage) Corsen, contrôle le trafic de la Manche (plus de 110 navires par jour) et est une composante du système français Spationav comme du LRIT ou du SafeSeaNet.

22. La Société nationale de sauvetage en mer dispose de plusieurs canots et des remorqueurs océaniques et côtiers de la Marine nationale.

## Brest, port de services

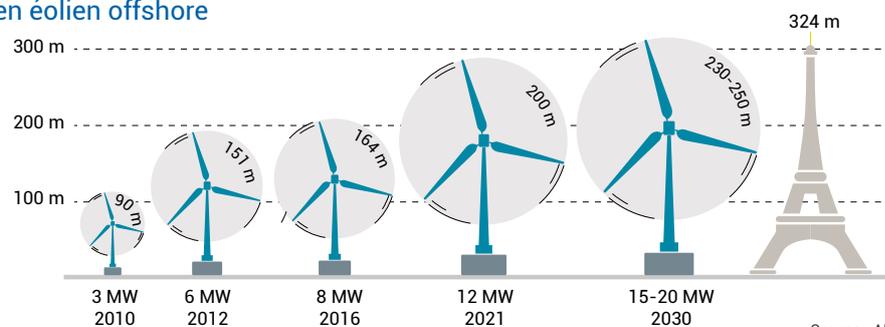


# La filière EMR, quelles perspectives ?

Le projet du polder du port de Brest, en cours de finalisation, a comme objectif de dynamiser et d'accueillir des activités en lien avec la production des énergies marines renouvelables (EMR). Depuis, les Assises de l'économie maritime de 2018, les incertitudes concernant le développement de cette énergie se sont progressivement levées grâce au potentiel mis en avant par les industriels. La programmation pluriannuelle de l'énergie<sup>23</sup> (PPE) de l'État prévoit de réduire la consommation d'énergie carbonée et diversifie le mix énergétique, en doublant la capacité des énergies renouvelables électriques entre 2017 et 2028. La part du nucléaire passerait de 71 % en 2020 à 50 % à l'horizon 2035. L'apport des EMR peut-être considérable. Il existe au moins sept sous-filières différentes, dont les éoliennes posées, et les flottantes représentent le plus grand potentiel. Pour autant, d'autres technologies restent d'actualité : hydrolienne (courants des marées), houlogénération (énergie des vagues) ou énergie thermique des mers (différentiels de températures entre la surface et les fonds marins). Pour ces dernières, les travaux de recherche et de développement restent nombreux.

Concernant les technologies matures, le potentiel de création d'emplois est conséquent. À titre d'exemple, pour certains types d'éoliennes flottantes, la construction de deux à trois stations flottantes<sup>24</sup> nécessite l'équivalent, en tonnage d'acier

## Évolution de la taille et de la puissance des nouvelles unités de production en éolien offshore



et de béton, d'un pont de Terenez. L'espace maritime français et le trait côtier pourraient permettre au pays de se positionner sur cette filière émergente. 80 % de l'EMR est produite en Europe. Si le continent est leader, la France est nettement en retard par rapport à ses voisins. La PPE a mieux pris en compte cette énergie. Il est prévu d'attribuer un parc d'éolien flottant de 250 MW dans le sud de la Bretagne (soit 20 flotteurs) courant 2021. Six nouveaux appels d'offres d'éolien en mer sont prévus par la PPE avant 2028. Pour la Bretagne, qui peine à produire son énergie, l'EMR pourrait être une piste intéressante. Les EMR s'installent progressivement via le parc éolien en mer de Saint-Brieuc et les expérimentations au large de l'île de Groix.

La question des conflits d'usages en mer ainsi que de l'impact de ces installations sur la biodiversité marine restent toutefois posées. Par contre, la capacité de production d'énergie à un coût modéré serait une réelle alternative ou complémentarité à l'énergie nucléaire.

À ce jour, à l'échelle régionale, la production d'énergie maritime représente une niche de 250 emplois. Quelques exemples d'acteurs : Electricité de France – Barrage Rance (60 emplois), Entech SE (49 emplois situés Quimper), Naval énergie (39 emplois), France énergies marines (21 emplois), ou encore Sabella (21 emplois), Eolink, mais aussi Navantia, qui s'est installé sur le polder de Brest.

23. Publié par décret en avril 2020

24. Base qui permet à l'éolienne de flotter



## LES OBSERVATOIRES | ÉCONOMIE

### Direction de la publication

François Rivoal

### Réalisation

Lucie Bianic, Quentin Delaune, Nadine Le Hir, François Le Pellec, François Rivoal

### Contribution

Jérémie Bazin, Pauline Bénéat, Kevin Charles, Luce Demangeon,  
Tristan Le Guillou de Penanros, Gildas Borel, Alain Ollivier, Michel Paillard

### Cartographies

Timothée Douy, Julien Florant

### Mise en page

Dominique Gaultier

### Contact

Adeupa Brest-Bretagne - 18 rue Jean Jaurès - 29200 Brest

Tél : 02 98 33 51 71

contact@adeupa-brest.fr

### Dépôt légal

Janvier 2022

### ISSN

2425-9608

### Référence

21-149

Cette version de janvier 2022 restitue des données et éléments mis à jour suite à la version française imprimée en octobre 2021.

